



En prévision du mois de Ramadhan

Le plan anti-spéculation du gouvernement

A moins de 40 jours de l'avènement du mois de Ramadhan, le gouvernement commence, d'ores et déjà, les préparatifs, notamment en ce qui concerne la disponibilité des produits de première nécessité, très prisés par le commun des Algériens en ce mois sacré.

Page 2

Salon de l'emploi «par et pour étudiants» Se faire recruter en cinq minutes

Page 24

Belayat réunit les opposants à Saâdani La tension monte au FLN

C'est la grande «fitna» qui se déclenche au FLN à moins de vingt jours du 10^{ème} congrès. Le groupe Belayat, les redresseurs et mêmes les «sages» de cette formation politique bougent dans tous les sens contre Amar Saâdani.

Page 3



Signature de l'accord de paix au Mali

Une nouvelle rencontre serait envisagée à Alger



Page 7

Secteur de la solidarité

Grève cyclique de deux jours chaque semaine

Les fonctionnaires du secteur de la solidarité sont en colère. L'Union nationale des travailleurs de la Solidarité nationale affiliée au Snapap, regrettant le retard mis dans l'application et le suivi sur le terrain du projet de révision du statut particulier, a décidé d'aller vers une série de grèves cycliques de deux jours, chaque semaine à partir des 18 et 19 du mois en cours.

Page 4



À la recherche de nouveaux modèles de production et de consommation

Une transition économique en mal de repères

agrèger ses éléments au milieu de l'année 2014 ; c'est-à-dire au moment où il était difficile de prévoir la subite inflexion de la courbe des prix du pétrole qui allait entamer sa décroissance en juillet.

À ce jour, la même situation perdure, même si une légère hausse fait tourner le baril dans les environs de 60 dollars. Pour les experts, la chute des prix du pétrole à partir de l'été 2014 n'est pas une surprise. L'économiste Sid Ali Boukrami s'en ouvrit au cours du forum organisé par le quotidien *Liberté* le 8 juin 2014. Il y annonçera que «le prix du pétrole va plonger», en précisant - par-delà l'argument connu de l'

«inondation» du marché mondial par les pays du Golfe, et principalement l'Arabie Saoudite - que «les Américains exigent aujourd'hui une baisse du prix du pétrole qui sera incontournable. C'est une question de survie. S'il n'y a pas une baisse des prix de l'énergie, le système économique mondial va s'effondrer et tout le monde est d'accord là-dessus».

L'Algérie qui dépend presque totalement des recettes en hydrocarbures a vu ces dernières se rétrécir aussi, suite à une baisse de production au cours des années 2012/2013.

Page 5



Par Saâd Taferka

A lors que, il y a quelques semaines, elle était annoncée comme imminente, l'élaboration de la loi de finances complémentaire pour l'année 2015 (FLC) tarde à voir le jour. La FLC est censée «corriger» les excès des dépenses projetées par la loi de finances initiale, laquelle a commencé à



En prévision du mois de Ramadhan

Le plan anti-spéculation du gouvernement

A moins de 40 jours de l'avènement du mois de Ramadhan, le gouvernement commence, d'ores et déjà, les préparatifs, notamment en ce qui concerne la disponibilité des produits de première nécessité, très prisés par le commun des Algériens en ce mois sacré.



Par M. Ait Chabane

En effet, le ministère du Commerce rassure sur l'existence d'importants stocks de produits alimentaires de base et se mobilise dans cette perspective à contrôler rigoureusement la qualité de ces produits ainsi que les prix afin de lutter contre la spéculation et la cupidité des marchands qui profitent de ce mois pour s'enrichir. Pour ce faire, le département de Amara

Benyounès s'est réuni récemment avec les différents organismes de régulation et des unités de production, à l'instar de l'Oaic, l'Onil, l'Onilev ainsi que les groupes Giplait et Eriad dans l'objectif de peaufiner cette démarche. «Selon les données présentées lors de ces réunions qui vont se poursuivre jusqu'au début juin prochain, les produits alimentaires seront disponibles en quantité et en qualité», a rassuré, à ce titre, le directeur général de la régulation au ministère

du Commerce, Abdelaziz Aït Abderrahmane. Concrètement, l'Office algérien interprofessionnel des céréales (Oaic) dispose d'un stock de près de un million de tonnes de blé tendre destiné à la fabrication du pain et des pâtisseries, une quantité suffisante pour couvrir les besoins nationaux «durant 300 jours», selon le même responsable. Pour le lait, l'Office national interprofessionnel du lait (Onil) a aussi renforcé ses stocks sachant que la demande en lait pasteurisé aug-

mente sensiblement durant le Ramadhan. A la fin février 2015, cet office disposait de 84 907 tonnes de poudre de lait importée et destinée exclusivement à la fabrication du lait pasteurisé conditionné en sachet cédé au consommateur au prix administré de 25 DA le litre. Outre le pain et le lait, deux produits fortement prisés durant ce mois sacré, les viandes blanche et rouge seront également disponibles en grande quantité. A ce titre, Abdelaziz Aït Abderrahmane annonce que l'Office national interprofessionnel des légumes et viandes (Onilev) va mettre sur le marché une quantité de 10 000 tonnes de poulet congelé, alors que le groupe public chargé de l'approvisionnement en production animale interviendra par l'importation des viandes rouges congelées afin de combler le déficit sur le marché et permettre aux petites bourses d'accéder à ce produit. Il est de même concernant les produits agricoles frais, à l'instar de l'oignon, la tomate et la pomme de terre que les autorités s'affairent à inonder le marché en la matière, d'autant que le Ramadhan coïncide cette année avec la saison des récoltes. Enfin, le ministère du Commerce envisage de renforcer le contrôle des marchés durant ce mois afin de protéger le consommateur et lui épargner la cherté des prix. Dans cette optique, le secteur a mobilisé 6 000 agents de contrôle de la qualité et des prix, qui veilleront au respect des normes de qualité et la régulation des prix des produits réglementés, notamment l'huile, le sucre et le lait. Des mesures louables qui gagneraient à être appliquées à la lettre sur le terrain pour éviter les mêmes scénarii qui se reproduisent chaque mois de ramadhan.

M.A.C.

Signature de l'accord de paix au Mali

Une nouvelle rencontre serait envisagée à Alger

Par Sofiane Aït Mohamed

A quelques jours seulement de la signature de l'accord de paix prévue le 15 mai à Bamako, la pression s'accroît sur la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), dont la «pause» de consultation demandée dure encore. Il ne se passe pas un jour sans qu'un rappel lui soit adressé par les membres de la communauté internationale. Hier encore, les Chefs des missions onusiennes en Afrique de l'Ouest ont appelé les parties maliennes à respecter l'accord d'Alger. Une nouvelle réunion à Alger serait envisagée. Tout en exprimant leur préoccupation quant à la situation sécuritaire dans le nord du Mali, les chefs des missions des Nations unies en Afrique de l'Ouest a appelé toutes les parties maliennes à respecter l'accord de paix paraphé à Alger, au terme de la 27ème réunion consultative de haut niveau tenue à Dakar. A l'invitation de M. Mohamed Ibn Chambas, représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique de l'Ouest et chef du bureau de l'ONU pour l'Afrique de l'Ouest (Unowa), les chefs des missions ont mis l'accent lors de la réunion sur la situation sécuritaire au nord du Mali, exhortant toutes les parties à respecter l'accord de cessez-le-feu et les déclarations sur la cessation des hostilités signés à Alger, a indiqué un communiqué de l'Unowa, parvenu hier à l'APS. A ce sujet, ils ont notamment fait appel à toutes les parties à rester engagées dans le processus de paix et à travailler ensemble pour assurer la signature de l'accord de paix prévue le 15 mai à Bamako. Pas plus loin que mardi dernier, le ministre malien de la Réconciliation nationale, Ould Sidi Mohamed Zahabi a affirmé à Alger, que la transgression du cessez-le-feu et les violences à Menaka et Léré ne devraient pas influencer sur le processus de paix au Mali, la solution définitive à cette situation est dans l'accord de paix et de réconciliation nationale qui sera signé le 15 mai prochain à Bamako. Bien que le gouvernement et les mouvements engagés dans la plateforme d'Alger, à savoir le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA, dissident), la Coordination des Mouvements et Fronts patriotiques de résistance (CM-FPR) qui avaient paraphé cet accord le 1er mars à Alger ont affiché leur disponibilité à signer l'accord définitif à Bamako, les représentants de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), regroupant le Mouvement national de libération de l'Azawad (Mnla), le Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (Hcuu) et le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA), qui avaient demandé «une pause» pour consulter leur base militante, hésitent encore à se prononcer définitivement. **S.A.M.**

REGARDS
Par Ahmed Halfaoui

Pourquoi les «démocraties» boycottent le 9 Mai à Moscou

Lors de la défaite des hordes hitlériennes, Winston Churchill, alors Premier ministre britannique, avait dit : «c'est l'Armée rouge qui a tordu les tripes de la machine de guerre nazie». Ce fut du temps où les peuples d'Europe savaient qui les a libérés de la bête. Car, quand les anglosaxons débarquaient sur les plages de Normandie, le 6 juin 1944, l'Armée rouge avait déjà envahi le territoire du Reich et avait rendu à la vie un grand nombre de peuples. Moins d'une année plus tard, elle entra dans Berlin contraignant Adolf Hitler au suicide, pour échapper à l'humiliation d'être fait prisonnier. En libérant, au passage, les prisonniers du camp d'Auschwitz et d'autres camps de concentration nazis. Ceci pour l'Histoire qui est aussi têtue que la vérité qui la fabrique. Le mensonge voulant faire du D-Day le moment décisif de la défaite hitlérienne, à grand coups de promotion hollywoodienne. Un D-Day dont les 70 ans ont été fêtés avec le plus grand faste, mobilisant le ban et l'arrière-ban des dirigeants du monde, derrière les

Occidentaux, qui ont décidé, en masse, de ne pas se rendre à Moscou pour honorer les vainqueurs du nazisme et les 27 millions de victimes des nazis. Une partie de leur presse fait même dans la dérision, à la façon de ce titre du journal français *Le Monde* : «Un 9 Mai à grand spectacle pour Vladimir Poutine». La Russie a invité 68 chefs d'État et de gouvernement à assister au défilé commémoratif du 70^{ème} anniversaire de la capitulation allemande. 22 seulement ont répondu à l'appel. Même l'Allemande, Angela Merkel, qui devrait porter la responsabilité de son pays dans le carnage ne s'est pas présentée (sous la pression de Barak Obama dit-on). Même les présidents de la Lituanie, de la Bulgarie, de l'Ukraine et de la Roumanie, (deux pays qui avait fourni des troupes aux nazis), de l'Estonie, de la République tchèque, et de la Croatie ont cru devoir mépriser la cérémonie. Des pays doivent tout aux sacrifices de l'Armée rouge. Le Français, François Hollande, faisant dans le service minimum, a délégué son ministre des Affaires

étrangères. Peut-être poussé par des intérêts, bien compris, et par une partie de la classe politique. Ainsi, un pas a été franchi par les «démocraties», par le boycott d'un événement majeur à la forte symbolique antifasciste. Mais réduire ce comportement à la seule brouille sur la question ukrainienne, c'est passer outre la nature profonde des régimes atlantistes, c'est oublier les millions de cadavres qu'ils ont semés durant ces 70 dernières années, partout où leur soif de rapine les a menés, c'est ignorer le mépris qu'ils ont de la vie de ceux qu'ils ont relégués dans l'infrahumain, en Indochine, en Amérique latine, en Palestine, en Irak, en Libye, en Syrie et ailleurs. Cependant, ils ont fait preuve d'aveuglement et de piètre stratégie en tentant de détruire la Russie par la diabolisation de son président. Ils se seront plutôt démasqués aux yeux des peuples de Russie, qui ont bien reçu leur message, qui ont enregistré l'insulte faite à leurs morts. **A. H.**

Belayat réunit les opposants à Saadani

La tension monte au FLN

C'est la grande "fitna" qui se déclenche au FLN au sein du parti à moins de vingt jours du 10ème congrès. A cet effet, le groupe Belayat, les redresseurs et mêmes les "sages" de cette formation politique bougent dans tous les sens contre Amar Saâdani.



Par Nacera Bechar

Le Front de libération nationale tiendra son 10^{ème} congrès dans moins de 20 jours et ira à ce rendez-vous décisif avec un SG «plébiscité», lors d'une session du Comité central après plus de six mois de vacances de ce poste suite à la destitution de Abdelaziz Belkhadem qui a été élu par le 9^{ème} congrès, les 18 et 19 mars 2010. Une situation inédite qui cumule des tensions au sein du parti, au point où certains veulent carrément annuler le prochain congrès, alors que Abdelkrim Abada, chef des redresseurs, prépare une rencontre avec le président d'honneur du parti, le président Bouteflika et enfin, Saïd Gougjil, ancien ministre et membre le plus âgé du Comité central du FLN appelle à attribuer la mission de la préparation du congrès à un groupe de sages qui n'ont pas d'inté-

rêts et des ambitions pour avoir des postes de responsabilité au sein du parti.

Dans ce contexte, le groupe Belayat a tenu hier une réunion en urgence qui a regroupé des cadres du parti, des membres du Comité central et des députés pour débattre de l'action à entreprendre pour stopper Saâdani. Le groupe Belayat avait déjà remis en cause l'autorisation remise par les services de la wilaya d'Alger pour l'organisation du congrès du parti. Il est à noter qu'une lettre d'opposition aurait été déposée mardi dernier par le biais d'un huissier de justice auprès du ministère de l'Intérieur et à la wilaya d'Alger. Il s'agit de demander l'annulation de l'«accusé de réception remis», il y a quelques jours pour les partisans de Amar Saâdani. Ils s'appuient dans leur procédure sur l'article 52 du règlement intérieur du parti, qui stipule que «seul le comité central, sur proposition du secrétaire

général, détermine les procédures spécifiques à la préparation du congrès». Il y a quelques mois, les détracteurs de Saâdani ont entrepris une démarche similaire auprès du conseil d'Etat, sans pour autant obtenir gain de cause bien que la plus haute juridiction administrative du pays s'est prononcée en faveur de l'annulation de l'autorisation délivrée par le tribunal administratif.

Il faut savoir que les enjeux du prochain congrès sont énormes, car, d'une part, il y a Saâdani qui veut trouver une légitimité s'il est élu par le congrès, mais ses détracteurs croient que cette élection sera évidente puisqu'il tient la main sur le choix des délégués qui seront présents à ce rendez-vous. D'autre part, celui qui sera SG du FLN après le prochain congrès sera le centre de différents enjeux politiques. Décidément, les mouvements de redressement sont devenus à la

mode chez les partis politiques en Algérie, que ce soit ceux du pouvoir ou ceux de l'opposition et même les grands rendez-vous électoraux que sont les congrès ont perdu leur légitimité.

Plusieurs formations politiques connaissent un bouillonnement en cette période et même les leaders des partis qui sont élus par les congrès, présentés comme instances suprêmes, leur légitimité est remise en cause. Au Rassemblement national démocratique, la situation est plus complexe puisqu'on annonce un retour de Ahmed Ouyahia qui est depuis une année, ministre d'Etat directeur du cabinet de la Présidence de la République. Aujourd'hui, Abdelkader Bensalah semble confronté à une situation similaire et prépare son départ avec moins de dégâts possible, lui qui a été plébiscité lors du dernier congrès du parti.

N.B.

Révision de la Constitution

L'ANR appelle à éviter la polémique

Le secrétaire général de l'Alliance nationale républicaine (ANR), Belkacem Sahli, a affirmé hier à Alger que son parti était «disposé» à adhérer aux efforts des forces vives nationales pour faire face aux défis internes et externes qui se posent au pays. Dans une allocution à l'occasion du 20^e anniversaire de la création de l'Alliance, M. Sahli a indiqué que son parti «était disposé à adhérer aux efforts des forces vives nationales pour faire face aux défis internes et externes qui se posent au pays», notamment en cette conjoncture marquée par «la complexité des dangers».

Il a réaffirmé, à ce propos, la disposition de son parti à contribuer aux démarches visant à relever les défis politiques qui exigent, a-t-il dit, le renforcement du front interne à travers un dialogue constructif tout en soulignant l'importance du parachèvement du processus de réformes politiques.

M. Sahli a, en outre, évoqué les défis socioéconomiques et sécuritaires qui se posent à l'Algérie tout en saluant la décision du président de la République relative à la création de wilayas déléguées pour la concrétisation du développement local au Sud et dans les Hauts-Plateaux.

En réponse à une question sur la révision constitutionnelle, M. Sahli a appelé les partis politiques à ne pas «polémiquer» à ce sujet, le Conseil constitutionnel étant seul habilité à définir le mode de révision, tout en relevant la nécessité d'accorder un intérêt particulier au contenu.

Au plan international, le SG de l'ANR a salué les démarches de la diplomatie algérienne visant à accélérer le recouvrement du rôle pionnier de l'Algérie pour préserver la sécurité et la stabilité dans la région et défendre ses principes fondamentaux de soutien au droit des peuples à l'autodétermination.

M. Sahli a, par ailleurs, rappelé les conditions de la création de l'ANR saluant les positions des personnalités ayant contribué à la création du parti à l'instar de M. Rédha Malek, fondateur de l'Alliance. Ont pris part à la cérémonie de célébration du 20^e anniversaire de la création de l'ANR des personnalités politiques nationales et des membres du corps diplomatique accrédité en Algérie.

R. N.

Selon son premier secrétaire

«Le FFS ne lâchera pas son projet de consensus»

Par Rachid Chihab

Le Front des forces socialistes (FFS), ne compte pas laisser tomber son projet politique visant à construire un consensus national autour de l'avenir du pays. L'annonce a été faite hier, par le premier secrétaire de cette formation politique depuis la ville de Kharrata 60 km de Béjaïa. S'exprimant devant les militants et les sympathisants de son parti lors d'une conférence débat animée à l'occasion du 70^{ème} anniversaire des massacres du 8 Mai 45, Nebbou affirme que le FFS poursuivra ses efforts pour convaincre la classe politique nationale d'adhérer à son

initiative politique. Un projet qui doit aboutir pour éviter au pays le scénario libyen et syrien atteste le premier responsable du plus vieux parti l'opposition. Faisant le bilan des consultations menées avec les partis politiques, personnalités nationales et organisations de la société civile, l'orateur nie que l'initiative de son parti ait échoué. Son argument : un projet d'une telle importance demande beaucoup de temps pour sa réalisation. Toutefois, il critique l'attitude du pouvoir et des partis de l'opposition. Les deux, selon le FFS, ont fait preuve d'inconscience quant aux dangers qui entourent le pays en cette conjoncture régionale et inter-

nationale marquée par le retour du colonialisme sous une autre forme. A ce propos, il n'a pas manqué de rappeler le sort dramatique de la Libye, la Syrie, le Yémen et le Mali. «Nous avons tenté de convaincre la classe politique et la société civile de la nécessité d'aller vers un consensus national. Il y a ceux qui adhèrent à l'idée et ceux qui rejettent catégoriquement notre idée», indique Nebbou qui n'a pas surpris sa formation politique qui s'attendait à de telles réactions au départ. «On savait que le processus de construction d'un consensus national allait prendre du temps», affirme-t-il. Commentant les réactions du pouvoir et de la Ctd, Mohamed

Nebbou dira : «Devant les graves menaces qui guettent le pays, le pouvoir ne se soucie que de la préservation de ses intérêts et à mettre des lignes rouges même si elles conduiraient à l'anarchie créatrice conçue par le nouveau impérialisme». Pour la Ctd et le Pôle du changement il dira : «On a une partie de la classe politique qui ne parle que de l'élection présidentielle anticipée et d'instance indépendante d'organisation des élections. Une démarche qui résume les problèmes du pays en une seule personne.»

Par ailleurs, il déplore l'attitude de la France qui demande à la Turquie de reconnaître ses crimes

commis pendant la Première Guerre mondiale et refuse en même temps de reconnaître ses propres crimes commis en Algérie. «La France aurait dû commencer par elle-même en reconnaissant ses crimes commis en Algérie», dit-il. Dans son allocution, il a rappelé que la France avait exterminé des tribus toutes entières en Algérie. Enfin, le FFS dénonce le refus du pouvoir de donner le statut de martyrs aux victimes des massacres du 8 Mai 1945. A ce propos, il a déploré le refus de l'initiative prise par ses députés en proposant une loi allant dans le sens d'attribuer le statut de martyrs à ces victimes.

R. C.

Secteur de la solidarité

Grève cyclique de deux jours chaque semaine

Les fonctionnaires du secteur de la solidarité sont en colère. L'Union nationale des travailleurs de la solidarité nationale affiliée au Snapap, regrettant le retard mis dans l'application et le suivi sur le terrain du projet de révision du statut particulier, a décidé d'aller vers une série de grèves cycliques de deux jours, chaque semaine à partir des 18 et 19 du mois en cours.



Par Louiza Ait Ramdane

Il semble que les choses tardent à se concrétiser au sujet du statut particulier, trois ans après l'élaboration du projet de sa révision.

Le syndicat regrette «le retard mis dans l'application et le suivi sur le terrain de ce projet de révision du statut particulier qui a été pourtant élaboré en 2012 par une commission mixte composée des responsables du ministère, du Snapap et même des représentants de l'Ugta».

Suite à ce blocage, l'Union des travailleurs de la solidarité a décidé de radicaliser ses actions de protestation en annonçant une série de grèves cycliques de deux jours, chaque semaine, à partir des 18 et 19 du

mois en cours. Une action qui sera reconduite les 25 et 26 mai prochains et sera renouvelable une nouvelle fois, les 1 et 2 juin prochain. Cette série de grève intervient, faut-il le rappeler, après le débrayage de trois jours observé les 27, 28, 29 avril dernier, et qui est resté sans suite, puisque la ministre n'a pas jugé utile de convoquer une réunion de travail avec les deux syndicats du secteur.

Dans le cas où le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme ne daigne pas ouvrir les portes du dialogue avec le partenaire social afin de régler les problèmes de cette catégorie de travailleurs, le syndicat menace de déclencher une grève ouverte dont la date sera décidée ultérieurement.

Au lieu, dit le syndicat, d'accélérer les

choses dans l'application du nouveau statut particulier des travailleurs, le département de Mounia Meslem campe sur sa position et rappelle que la majorité des revendications exprimées par les travailleurs et fonctionnaires du secteur «sont satisfaites» et que «les portes du ministère demeurent ouvertes pour la poursuite de l'examen des préoccupations posées dans le cadre du dialogue et de la concertation».

Les travailleurs tiennent à réitérer leur attachement à leur plate-forme de revendications. En sus du statut particulier, celle-ci s'articule autour du régime indemnitaire pour les corps communs, la reconnaissance de la tutelle de leur qualité de partenaire social porteur de demande et d'inspiration légitimes, la promotion systématique

pour tout fonctionnaire ayant cumulé 10 ans d'expérience dans le grade, ainsi que l'accès du corps des assistants sociaux à la prime de documentation et l'augmentation de la prime de suivi et d'insertion sociale.

Ce syndicaliste appelle la tutelle à élever le statut des centres de formation du secteur et de leurs annexes au rang d'instituts supérieurs de formations spécialisées, et à allouer une prime sectorielle aux corps techniques et communs. Aussi, la même source demande la révision de l'arrêté des cadres, généralisation de l'insertion de «tous les grades du corps éducateurs dans le corps des MES, ainsi que l'accélération de l'insertion des agents contractuels du régime partiel au régime total».

L.A.R.

Initiée par le FCE

Etude pour l'élaboration d'un label des produits algériens

Une étude pour l'élaboration d'un label destiné aux produits algériens a été initiée par le Forum des chefs d'entreprises (FCE), visant la promotion de la production nationale.

«Un label pour identifier le produit national est un moyen pour informer le consommateur algérien dans un contexte de l'insertion de l'économie nationale dans le marché mondial», a indiqué, hier, le président du FCE, Ali Haddad, lors de la cérémonie de lancement de l'étude pour la création d'un label «Origine Algérie Garantie (OAG)». Soulignant qu'elle prolonge la campagne «Consommer algérien» lancée récemment par les pouvoirs publics, il a considéré que cette initiative faisait partie de la vocation du FCE visant la promotion de la production nationale et «la défense des intérêts de l'entreprise algérienne».

Pour M. Haddad, ce label devient une nécessité dans la mesure où la production nationale se diversifie réellement tout en faisant face à la concurrence étrangère, ce qui rend difficile, parfois, pour le consommateur algérien de l'identifier avec précision. Réalisée par un bureau d'étude algérien auprès de 1 200 entreprises, l'étude devrait être achevée d'ici à la fin juin pour aboutir à la réalisation d'un cahier des charges qui expliquera les conditions de l'obtention de ce label, a expliqué à l'APS, en marge de la cérémonie, le vice-président du FCE, chargé des affaires économiques, Brahim Benabdeslem. Outre la promotion du produit national, l'objectif de cette initiative est de «développer le réflexe de consommer algérien» qui contribuera à la relance de l'industrie algérienne, explique-t-il. Avancé que ce label concernera aussi bien les produits de large consommation que les services et prestations des bureaux d'études algériens, M. Benabdeslem précise aussi que cela reposera sur trois principes: la qualité, le prix et la disponibilité du produit. Présent à cette cérémonie pour présenter l'expérience de son pays en la matière, un expert français, Yves Jégo, a indiqué qu'un label pour la production nationale en France, ayant touché 1 500 gammes de produits et plus de 400 producteurs, avait permis d'augmenter, au bout de 5 ans, 10 à 15% de la production française. Par ailleurs, M. Haddad et le P-DG de l'opérateur de téléphonie mobile Mobilis, Saâd Dama, ont signé, lors de cette cérémonie, une convention en vertu de laquelle cet opérateur téléphonique s'engage à accompagner financièrement cette étude du FCE.

Bilal L.

Après un certain recul

Amélioration de l'activité commerciale

L'activité commerciale s'est améliorée durant le 4^{ème} trimestre 2014, après un recul, particulièrement pour le commerce de la droguerie, quincaillerie, appareil, électroménager et parfumerie (Dqaemp) et le commerce multiple, selon une enquête de l'Office national des statistiques (ONS).

Après un recul durant le 3^{ème} trimestre de l'année dernière, l'activité commerciale s'est améliorée en générale les trois derniers mois de 2014, avec une augmentation pour le commerce de la Dqaemp et le commerce multiple. Par ailleurs, elle est restée stable selon les détaillants, notamment de l'agro-alimentaire et des textiles habillement et cuirs, note cette enquête sur la situation et les perspectives dans le commerce.

En effet, la demande en produits commerciaux a suivi la même tendance haussière, enregistrant une augmentation, selon les commerçants grossistes et détaillants, notamment pour le commerce des combustibles et lubrifiants et celui de la Dqaemp.

L'enquête, qui a touché 533 entreprises commerciales dont 255 publiques et 278 privées, relève que les prix de vente sont plus élevés par rapport au trimestre précédent, notamment ceux des textiles, habillement et cuirs et de la Dqaemp. Par ailleurs, ils sont jugés moins élevés selon ceux des machines

et matériaux d'équipement.

Selon l'ONS, la plupart des commerçants enquêtés se plaignent des longs délais de livraison, de l'éloignement des centres d'approvisionnement et de la lenteur des formalités d'acquisition de marchandises.

Près de 63% des grossistes et plus de 20% des détaillants relèvent avoir enregistré des ruptures de stocks de produits, notamment pour le commerce des combustibles et lubrifiants.

Près de 40% des grossistes et la majorité des détaillants, touchés par l'enquête, se sont approvisionnés, durant le dernier trimestre de l'année dernière, auprès du secteur privé uniquement, principalement pour les textiles, habillement et cuirs, la Dqaemp et des machines et matériel d'équipement.

Par ailleurs, plus de 95% des commerçants de l'agro-alimentaire et plus de 65% de ceux des matières premières et demi produits se sont approvisionnés auprès des secteurs public et privé à la fois.

Les prix d'acquisition des produits sont stables selon la majorité des commerçants touchés par l'enquête, néanmoins près de 15% des détaillants les trouvent plus élevés, notamment ceux du commerce multiple et à un degré moindre ceux de la Dqaemp.

La majorité des commerçants (grossistes

et détaillants) affirment également avoir acheté leurs marchandises en première main, à l'exception des commerçants du multiple et du divers.

Le taux de satisfaction des commandes est supérieur à 50% par rapport aux besoins exprimés, selon la majorité des grossistes, notamment ceux de l'agroalimentaire et des machines et matériels d'équipement. Par ailleurs, ce taux (de satisfaction) est jugé inférieur de 50% par plus de 80% des détaillants.

A l'exception des commerçants de l'agroalimentaire et du multiple et à un degré moindre ceux du textile, habillement et cuirs qui jugent la qualité et le conditionnement du produits «moyens», le reste des enquêtés les voient «bons».

En outre, près de la totalité des commerçants détaillants et plus de la moitié des grossistes disposent de leurs propres moyens de transport.

Quant à l'état de la trésorerie, il est jugé «moyen» par la majorité des grossistes et selon 58% des détaillants, alors qu'il est «mauvais» pour près de 16% des détaillants. Plus de la moitié de ces derniers ont eu recours à des crédits bancaires dont plus de 77% ont déclaré avoir des difficultés à contracter des prêts.

R. N.

À la recherche de nouveaux modèles de production et de consommation

Une transition économique en mal de repères

Alors que, il y a quelques semaines, elle était annoncée comme imminente, l'élaboration de la loi de finances complémentaire pour l'année 2015 (FLC) tarde à voir le jour. La FLC est censée «corriger» les excès des dépenses projetées par la loi de finances initiale, laquelle a commencé à agréger ses éléments au milieu de l'année 2014; c'est-à-dire au moment où il était difficile de prévoir la subite inflexion de la courbe des prix du pétrole qui allait entamer sa décroissance en juillet.



Par Saâd Taferka

A ce jour, la même situation perdue, même si une légère hausse fait tourner le baril dans les environs de 60 dollars. Pour les experts, la chute des prix du pétrole à partir de l'été 2014 n'est pas une surprise. L'économiste Sid Ali Boukrami s'en ouvrit au cours du forum organisé par le quotidien *Liberté* le 8 juin 2014. Il y annoncera que «le prix du pétrole va plonger», en précisant par-delà l'argument connu de l'«inondation» du marché mondial par les pays du Golfe, et principalement l'Arabie Saoudite que «les Américains exigent aujourd'hui une baisse du prix du pétrole qui sera incontournable. C'est une question de survie. S'il n'y a pas une baisse des prix de l'énergie, le système économique mondial va s'effondrer et tout le monde est d'accord là-dessus».

L'Algérie qui dépend presque totalement des recettes en hydrocarbures a vu ces dernières se rétrécir aussi suite à une baisse de production au cours des années 2012/2013. Cette combinaison de facteurs négatifs, associée à la hausse historique des importations pour près de 60 milliards de dollars, risque d'étrangler l'économie nationale et, surtout, d'impacter gravement la paix sociale artificiellement entretenue par l'injection de fonds publics là une menace de désordre risque d'apparaître. Une stratégie qui a été renforcée par le contexte régional du Printemps arabe, lequel a continuellement fait planer sur notre pays le risque de contagion. Il est vrai que les remparts contre de tels risques ne se limitent pas à des subventions sociales de toutes natures; ils puisent aussi leur force dans l'expérience douloureuse que le pays a vécue sous le terrorisme armé et le souvenir de l'explosion d'Octobre 1988. Cependant, une remise en cause subite de ce qui est considéré comme «acquis sociaux» (l'ensemble des soutiens des prix touchant l'alimentation, les produits énergétiques, l'eau potable, etc.) serait à même de fragiliser ou de fissurer le semblant de consensus social observé jusque-là/

Pour élaborer la loi de finances complémentaire, le gouvernement semble tout ouïé pour les informations qui portent sur

les cours du pétrole. On nourrit le secret espoir que la petite remontée de cette semaine puisse être une ébauche d'un redressement plus important qui s'inscrirait dans la durée. Cependant, il se trouve que cette politique d'«attentisme», basée sur une donnée plus que jamais aléatoire, est en contradiction flagrante avec toute la «littérature» politique débitée depuis septembre 2014 portant sur la construction d'une nouvelle économie qui ne considérerait les hydrocarbures que comme un simple complément. Un complément qui, dans l'hypothèse optimiste, pourrait nous renvoyer à la structure de l'économie algérienne du milieu des années 1970, lorsque le produit des recettes des exportations en hydrocarbures était exclusivement destiné au budget d'équipement. Le budget de fonctionnement et une partie du budget d'équipement étaient pris en charge par la fiscalité que l'on qualifie aujourd'hui d'«ordinaire», mais que l'on trouve des difficultés extraordinaires à fructifier comme naguère. Le pétrole et le gaz, une «bénédiction du ciel», abritée par le sous-sol algérien, ont exercé une hégémonie handicapante sur le reste de l'économie nationale, au point où certains n'ont pas hésité à parler plutôt de malédiction. C'est là un phénomène ou un processus qui requiert une étude des mœurs politiques, de la culture algérienne et du mode de gouvernement qui ont succédé à une décolonisation violente.

Des licences pour amortir le poids des importations

En tout cas, si le caractère aléatoire de la mono-exportation n'a pas pu être mesuré à sa juste valeur pendant les années fastes, lorsque le baril caracolait à 150 dollars, il présente aujourd'hui sa face la plus revêche, celle qui pose aux Algériens les questions les plus embarrassantes et auxquelles les réponses ne doivent souffrir de retard ou de tergiversations.

Une batterie de mesures, pour reprendre un lexique bureaucratique dont excelle notre administration, a été mise en branle ou en voie de l'être pour donner un premier jet de réponses à la diminution drastique des recettes extérieures. Naturellement, le regard demeure braqué sur les importations dont la

gamme n'a pas cessé de s'étaler chaque année, pour intégrer des produits de luxe, de fantaisie et d'artisanat; un ersatz d'artisanat, faut-il le souligner, fait de produits industriels ou semi-industriels venus de Chine ou d'ailleurs et auxquels on a donné une fausse touche artistique. Les produits algériens présents sur le marché jusqu'au début des années 1990 commençaient à décliner, d'abord, suite à la thérapie de choc du FMI sous le nom de Plan d'ajustement structurel (PAS), ensuite face à la fièvre d'importation ayant commencé au début des années 2000, et qui a été renforcée dans sa logique par l'Accord d'association avec l'Union Européenne (UE) entré en vigueur le 1er septembre 2005. Cet Accord a procédé au démantèlement tarifaire de milliers de produits importés du territoire de l'UE et ouvre la voie à une zone de libre-échange aux horizons de 2020. Avant la renégociation de l'Accord, l'échéance initiale était fixée à 2017. Peu importe, ce n'est pas la rallonge de trois années qui bouleverseront la donne par un réveil économique du pays qui ne montre pas encore ses premières esquisses.

Pour espérer amortir le choc du recul des recettes extérieures, le ministère du Commerce est désigné comme le grand réceptacle des mesures sectorielles que prendront les pouvoirs publics. Cela, à commencer par le retour aux licences d'importation. Le principe retenu est que les produits fabriqués localement ne doivent plus être importés. Même si, dans certains cas, le produit national n'offre pas toutes les garanties techniques ou les qualités esthétiques, il importe de faire un effort pour le rendre consommable. C'est ce qui est décidé pour les matériaux de construction dont la facture d'importation, au premier trimestre de l'année 2015, a baissé de quelque 30%. Un bon signe qui incite à mieux utiliser les potentialités nationales en la matière. Les différents secteurs d'activité ont été invités par le Premier ministre à dresser les listes et les volumes des produits dont on ne se passe sur le marché international, afin de les intégrer dans la nomenclature générale des produits d'importation. Les licences sont, d'après le ministre du Commerce, Amara Benyounés, supposées être modulables, c'est-à-dire ajustables selon le besoin national qui s'exprime pour un produit spécifique.

Autrement dit, si un produit est aujourd'hui exclu de la nomenclature d'importation, il peut y être intégré dès que le besoin se fait sentir (suite à une diminution de la production nationale ou à un autre aléa).

Les produits les plus sensibles sur lesquelles beaucoup de réticences ont été exprimées au cours de ces dernières semaines, ce sont indubitablement les médicaments et autres produits pharmaceutiques d'usage étendu. Déjà, bien avant la crise actuelle des recettes extérieures du pays, bien des malades chroniques souffrent de la rupture de médicaments essentiels, voire vitaux. Il s'est même créé des réseaux informels d'«importation» de médicaments dans des cabas, ramenés par des émigrés ou des touristes algériens se rendant en France à leurs connaissances en Algérie. Bien entendu, le malade se trouve doublement pénalisé: le circuit incertain de l'achat, par rapport aux échéances et à la posologie du médicament qui vient par une voie informelle; ensuite, le non-remboursement par la caisse d'assurance. Le malade est tenu d'acheter de la devise dans la rue. Même le square Port Saïd est fermé depuis quelques semaines par les services de sécurité, ce qui ne manque pas de hausser la devise (euro ou dollar) à des sommets vertigineux.

Un nouveau code des investissements qui «se fait désirer»

L'autre volet exploré par le gouvernement pour diminuer la facture des importations, c'est l'incitation à «consommer national». Si l'incitation s'arrête à la publicité entendue régulièrement à la radio et vue avec la même régularité à la télévision, la chance est mince de pouvoir changer les choses avec le seul esprit «patriotique» véhiculé par la réclame. Même le crédit à la consommation, dirigé exclusivement vers le produit national a ses propres limites; celles de la réorientation des crédits des ménages vers l'immobilier et de la perte insidieuse du pouvoir d'achat suite à une inflation qui ne dit pas son nom, alimentée justement par le déficit de production/productivité nationale et la hausse irréfléchie des salaires.

Sur un autre plan, la qualité, la quantité et le design du produit algérien a beaucoup de chemin encore à faire pour remplacer «loyalement», par le jeu de la concurrence, le produit étranger. Ce chemin a été ignoré depuis longtemps. On a cédé à la facilité d'importer et de subventionner par l'argent du pétrole. Cela n'a pas seulement l'«avantage» de nous dispenser des efforts en matière de production, mais il a aussi l'autre avantage, politique celui-là: créer des réseaux de clientèles.

Pourtant, juste avant la crise actuelle, le gouvernement s'est saisi du dossier de la réindustrialisations du pays et de la nouvelle politique d'investissements qu'il importe d'instaurer. Trois ministres se sont mis successivement au chevet de cet épineux dossier: Chérif Rahmani, Amara Benyounés et, en 2014, Abdesslem Bouchouareb. Ces efforts son censés se matérialiser par un nouveau code des investissements, lequel est vu comme une clef pour la diversification économique, dans la mesure où il est appelé à lever tous les verrous qui bloquent les opérations d'investissement (bureaucratie, foncier, banques, etc.) devant concourir à la diversification économique. Le retard enregistré par ce dossier dans son itinéraire législatif est quelque peu énigmatique. La commission spéciale-sortie de «brain-trust» installée au ministère de l'Industrie a été constituée en décembre 2012. Elle était à présenter son travail à la tripartite de l'automne 2013, tout en faisant valider par le gouvernement la nouvelle stratégie industrielle. Pourtant, toute l'urgence pour l'économie nationale, et, par ricochet, pour la paix sociale, se trouve précisément là, c'est-à-dire dans le grand chantier de l'investissement productif, créateur d'emplois et de fiscalité.

Malgré une abondance de la production

La collecte de lait reste insuffisante

La wilaya de Tiaret souffre d'un déficit en matière de collecte et de transformation du lait en dépit d'une production jugée abondante de ce produit, réalisée chaque année, selon la direction locale des services agricoles (DSA).



Avec une production de plus de 71 millions de litres de lait cru par an, seuls 12% de cette quantité sont collectés et transformés par les laiteries, soit l'équivalent de 9 millions de litres.

Cette quantité est prise en charge par les unités de Sidi Khaled relevant du groupe Giplait et celles d'El Bahdja, basées à Sougueur. Elles assurent une production moyenne globale de 75 000 litres/jour.

A la DSA, on explique ce déficit en matière de collecte et de transformation du lait par le recours des éleveurs à la vente directe du lait cru aux consommateurs tout comme les exploitations agricoles spécialisées en élevage bovin.

Pour soutenir la production, la collecte et la transformation du lait, la DSA assure des sub-

ventions octroyées par l'Etat au profit de ce créneau.

Ainsi en 2014, quelque 105 millions de DA ont été accordés aux éleveurs de vaches laitières recensés au niveau de cette direction. Pour leur part, les collecteurs ont reçu des subventions représentant un montant global de plus de 43 millions de DA et enfin 29 millions de DA ont été octroyés aux unités de production laitière.

L'aide de l'Etat à la filière lait a également concerné une prise en charge de 30% des prix d'acquisition des équipements d'élevage bovin, de traite, de froid et autres, en plus de primes attribuées aux vétérinaires qui pratiquent l'insémination artificielle, soit 1 800 DA pour chaque vache inséminée.

Quant aux éleveurs, ils ont bénéficié d'une aide de 60 000

DA pour chaque génisse née par insémination artificielle et 6 000 DA par hectare cultivé par des fourrages en plus de 30% du coût de réalisation des étables. Dans ce sillage, les unités de production du lait participent à l'appui de l'élevage des vaches laitières. Ainsi, l'unité de Sidi Khaled relevant du groupe Giplait accorde des crédits aux éleveurs pour l'acquisition de vaches laitières. En contrepartie, les éleveurs doivent céder leur production laitière à cette unité.

Selon le responsable de l'unité de Sidi Khaled, les bénéficiaires de ces crédits sont sélectionnés par un comité composé de cadres de l'entreprise et des représentants de la DSA, de la Chambre agricole et de l'association des éleveurs de Tiaret. Le remboursement des crédits

s'effectue par prélèvement sur les recettes de la production de lait sur une période de cinq années.

Dans ce cadre, 33 éleveurs ont bénéficié, en décembre dernier, de crédits réservés par la laiterie de Sidi Khaled ayant permis l'acquisition de 400 vaches parmi les races produisant d'importantes quantités de lait.

Par ailleurs, la politique d'appui à la filière du lait, au titre du programme national de développement agricole, a contribué, depuis 2000, à l'augmentation du volume du lait collecté et livré aux unités de transformation. Cette production est passée de 400 000 litres/an en 1995, à 9 millions de litres/an en 2014, selon Najia Saci, cadre à la DSA de Tiaret.

Le nombre moyen de têtes bovines par exploitation agricole est passé, uant à lui, de 15 vaches en 2009 à entre 50 et 100 têtes. La wilaya de Tiaret compte actuellement un cheptel composé de 42 600 vaches laitières dont 12 000 vaches importées alors que le nombre de collecteurs de lait a dépassé les trente.

Actuellement, deux unités de transformation du lait activent dans la wilaya. Il s'agit de la laiterie de Sidi Khaled relevant du groupe Giplait assurant une production entre 70 000 et 110 000 litres/jour et l'unité d'El Bahdja de Sougueur avec une capacité de production de 5 000 litres/jour.

En dépit de cette production, le consommateur de la wilaya rencontre des difficultés pour acquérir un sachet de lait. Ce produit fait l'objet de pratiques spéculatives au point où le sachet est cédé à 35 DA l'unité. Certains se rabattent sur le lait de vache cru, proposé entre 45 et 50 DA le litre.

Les épiciers et autres commerçants de produits alimentaires justifient cette situation par l'insuffisance des quantités de sachet livrées et par la tendance des consommateurs à acheter en grandes quantités ce produit pour le stocker et se mettre ainsi à «l'abri du besoin».

Bilal L.

Pétrole

Les prix en légère hausse à New York

Les cours du pétrole ont clôturé en légère hausse vendredi à New York, au lendemain d'une forte baisse, le marché tentant de se faire une meilleure idée des perspectives d'offre et de demande, en particulier aux Etats-Unis.

Le prix du baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en juin a gagné 45 cents à 59,39 dollars sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), loin d'effacer une baisse de près de deux dollars la veille.

Les cours, qui ont fortement rebondi après être tombé juste au-dessus de 40 dollars le baril à la mi-mars, gravitent désormais autour de 60 dollars le baril à New York, soit leur niveau de la fin 2014.

«On est dans une situation où le pétrole a trop monté, ce qui suffirait à expliquer un repli du WTI et du Brent», dont les cours perdaient du terrain à Londres, «mais il y a eu deux éléments qui ont soutenu les cours aux Etats-Unis», a estimé Bob Yawger, de Mizuho Securities. Il citait en premier lieu un nouveau déclin hebdomadaire du nombre de puits en activité aux Etats-Unis, selon un décompte établi par le groupe para-pétrolier Baker Hughes, même s'il s'avère modeste, avec une baisse de 11 unités. Selon certains observateurs, cette baisse persistante, qui dure désormais depuis 22 semaines, finira par se traduire par une réduction de la production américaine. Cependant, la production n'a pour le moment enregistré qu'un déclin minime la semaine dernière et «reste proche de ses plus hauts niveaux depuis 40 ans», a noté Gene McGillian, de Tradition Energy. De plus, «on a entendu certains dirigeants américains d'entreprises (pétrolières) dire qu'ils augmenteraient leur activité si les cours du WTI montaient au-delà de 65 dollars (le baril)», ce qui relance les inquiétudes sur le haut niveau de la production, a-t-il rapporté. L'autre élément spécifique aux Etats-Unis, auquel faisait allusion M. Yawger, était l'annonce par le département américain du Travail d'un rebond des embauches en avril sur le marché de l'emploi. «C'est un signe positif pour les prix de l'énergie, car il laisse entendre qu'il y aura de la demande au sein de l'économie américaine», a-t-il jugé.

R. N.

Réalisée à Biskra

La nouvelle cimenterie Lafarge-Souakri opérationnelle en août

La cimenterie, créée en joint-venture en 2014 entre Lafarge Algérie et l'entreprise privée algérienne Souakri, entrera en activité en août prochain, a indiqué à l'APS, le P-DG de Lafarge Algérie, Eric Meuriot.

Avec un coût d'investissement de 30 milliards de DA, ce projet est détenu à raison de 51% par l'entreprise Souakri et de 49% par le cimentier français en vertu de la règle régissant les investissements mixtes entre les sociétés algériennes et étrangères.

M. Meuriot précise que cette

cimenterie, installée à Biskra, livrera son premier sac de ciment en août 2015 et entrera en pleine production en 2016 pour fabriquer 2,7 millions de tonnes par an (t/an), et devra entraîner la création de 600 emplois directs et plus de 2 400 emplois indirects.

Implantée en Algérie depuis 2002, Lafarge-Algérie détient des cimenteries à M'sila (5 millions t/an) et à Mascara (3 millions t/an), sachant qu'avec l'entrée en production de la cimenterie de Biskra, la production globale de ce groupe sera portée à 10,7 millions t/an.

Il détient, également, en partenariat avec le Groupe public industries ciments d'Algérie (Gica) la cimenterie de Meftah (1 million t/an).

Relevant l'importance du rapprochement du consommateur final au producteur avec la mise en place de centres de distribution, il explique que l'objectif du réseau commercial établi à l'échelle nationale est de «garantir la disponibilité du ciment à des prix stables loin de toute spéculation dans un contexte marqué par les encouragements des autorités publiques à consom-

mer des produits fabriqués en Algérie».

Selon lui, au rythme actuel de la croissance continue de la production assurée par les différentes entreprises de fabrication du ciment (Gica, Lafarge Algérie...), le marché algérien devra être «auto-suffisant» en ciment à l'horizon 2016-2017.

Actuellement, l'Algérie dispose de 14 cimenteries publiques et privées d'une capacité de production globale de près de 19,5 millions t/an alors que la demande est de 24,5 millions t/an, soit un déficit de

5 millions t/an, rappelle-t-on.

Cet écart est comblé par les importations dont la facture a coûté, rien que pour l'année 2014, un montant de 513 millions de dollars, en hausse de plus de 28% comparativement à 2013.

Le groupe Gica détient le marché du ciment à hauteur de 59% (11,6 millions t/an) et devra porter sa production à 18,5 millions t/an à fin 2017, alors que les 41% restants du marché du ciment sont couverts par le secteur privé et les importations.

R. E.

Ils souffrent de déficience auditive

Des enfants bénéficient d'implants cochléaires

Onze enfants âgés de un à six ans souffrant de déficience auditive depuis la naissance ont bénéficié d'une pose d'implants cochléaires à l'hôpital Mohamed Boudiaf de Ouargla, a-t-on constaté.



L'initiative entamée lundi dernier et qui s'est achevée mercredi, est supervisée par un staff médical spécialisé conduit par le professeur Djamel Djenaoui du centre hospitalier universitaire CHU Mustapha Pacha (Alger), dans le cadre d'un jumelage entre les hôpitaux du nord et du sud du pays. Ces enfants, issus de différentes wilayas du sud, à l'instar de Tamanrasset, El-Oued, Ghardaïa, Djelfa et Ouargla, ont ainsi bénéficié d'une des interventions chirurgicales les plus délicates, à l'appui de technologies très avancées en matière de lutte contre la surdité, a affirmé D' Mohamed Kamel Abazi, de l'hôpital

de Ouargla. L'initiative a concerné aussi, et pour la première fois depuis la création en 2009 du centre de référence de lutte contre la surdité à l'hôpital Mohamed Boudiaf (Ouargla), un jeune d'une trentaine d'années qui avait perdu la faculté auditive il y a cinq ans, à l'issue d'un accident de la route. Le centre en question va assurer le suivi, tout au long des dix prochaines années, de l'évolution de l'état des enfants ayant bénéficié de ces opérations de pose d'implants cochléaires, notamment en ce qui concerne leur rééducation et le réglage électronique de leur implant, en plus d'exercices d'articulation et d'orthophonie devant les aider à

retrouver la communication avec les autres, a-t-il expliqué. Tout en considérant cette initiative comme «une opportunité d'acquérir un savoir-faire» dans la pose d'implants cochléaires, à travers l'échange d'expériences et de connaissances sur les avancées de la médecine dans le domaine, D' Abazi a appelé à intensifier les jumelages entre les établissements hospitaliers du Sud et du Nord du pays, au regard notamment du déficit en praticiens spécialistes, notamment chirurgiens, dans de nombreuses wilayas du Sud. Il a aussi plaidé pour des investissements publics pour l'acquisition de ces implants et de matériels spécifiques à ce type

d'interventions chirurgicales, afin de pouvoir programmer d'autres malades portés sur les listes d'attente d'autres établissements hospitaliers. Le centre de référence de lutte contre la surdité, le seul du genre dans le Sud, a permis, depuis sa création en 2009, d'effectuer soixante interventions pour la pose d'implants cochléaires à autant d'enfants, âgés entre un et sept ans.

Dans ce cadre, une opération de pose d'un implant cochléaire a été menée «avec succès», en mars de l'année dernière, au niveau de la même structure, sur une enfant issue du Sahara occidental.

Riad D.

Prise en charge des malades atteints de sida

Sept nouveaux centres projetés

Sept nouveaux centres destinés à la prise en charge de sidéens seront réalisés cette année à travers le pays a affirmé, jeudi à Ouargla, la sous directrice des maladies transmissibles et de la veille sanitaire du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière (MSPRH).

Ces projets de centres vont venir s'ajouter aux dix actuellement opérationnels dans certaines wilayas du pays, a précisé à l'APS D' Sami Hamadi, en marge d'un séminaire régional sur le développement du diagnostic de la pathologie du Sida et la prévention de sa contamination de la mère à l'enfant.

Ces nouvelles structures de santé vont permettre de renforcer la prise en charge des

malades du sida et leur offrir des conditions de prise en charge thérapeutique adéquates, a soutenu D' Hamadi en rappelant qu'entre 700 et 800 cas de porteurs du virus du sida sont recensés chaque année en Algérie.

«Un nombre que l'Etat s'attelle à réduire à travers la mise en œuvre de programmes, dans le cadre de sa stratégie de lutte anti-sida qui vise, entre autres, à éradiquer définitivement les cas de contamination de la mère à l'enfant», a-t-elle souligné. «Ceci à travers déjà un meilleur dépistage et le traitement adéquat de la mère porteuse du virus pour empêcher la transmission de la maladie au fœtus», a-t-elle expliqué. Les travaux du séminaire régional sur le développement du diagnostic de la pathologie du

sida et la prévention de sa contamination de la mère à l'enfant, animé par des spécialistes des hôpitaux d'El-Kettar (Alger) et de Sétif, ont été marqués par des communications sur les dernières avancées en matière de dépistage du virus du syndrome immunodéficient acquis (sida), notamment dans la prise en charge de la mère atteinte de la maladie et son traitement adéquat pour éviter la contamination de son enfant. Cinquième du genre qu'organise le MSPRH, depuis 2013, dans différentes wilayas du pays, cette rencontre a regroupé des praticiens et sages-femmes de six wilayas du sud-est du pays (Ghardaïa, Biskra, Tamanrasset, Illizi, El-Oued et Ouargla).

Farid D.

Hôpital mère et enfant de Batna

De nouvelles structures ouvertes

Une nouvelle unité de réanimation médicale et une extension à la salle post-opératoire ont été ouvertes jeudi, au sein de l'établissement hospitalier mère et enfant Meriem Bouattoura de Batna. Ces équipements qui ont nécessité un investissement public de 260 millions de dinars, dotées d'installations modernes, compren-

ent 26 lits nouveaux entre réanimation et soins postopératoires, selon les explications du directeur de l'établissement, Mekki Chouchène, lors d'une visite d'inspection du wali. L'opération a également porté sur le réaménagement du bloc opératoire qui comprend 4 salles d'opération, selon ce responsable qui a affirmé que ces travaux

seront entrepris en août prochain, dans l'enceinte de ce même établissement, pour la construction d'un nouveau bâtiment des urgences médicochirurgicales pédiatriques, sur quatre niveaux, pour un montant de près de 250 millions de dinars, a indiqué M. Chouchène. L'établissement hospitalier mère et enfant Meriem Bouattoura dispose

d'une capacité d'accueil de 240 lits. Il accueille des patientes et des petits malades de six wilayas de la région. L'actuel service des urgences assure quotidiennement 350 consultations dans cet établissement qui enregistre, en moyenne, 45 nouvelles naissances par jour. 100 venues au mode sont enregistrées durant l'été, selon les statis-

tiques de l'établissement qui a formé, entre 2014 et 2015, sa première promotion de 10 médecins-gynécologues. Selon le chef du service pédiatrie, le P' Abderrachid Bouhedjila, un nouvel hôpital mère et enfant d'une capacité de 350 lits a été «proposé pour inscription» pour atténuer la pression sur l'actuel établissement. R. B.

Pour améliorer les conditions de travail des sages-femmes

Une nouvelle maternité à Aïn Témouchent

La nouvelle maternité, en réalisation à Aïn Témouchent, permettra, une fois réceptionnée, l'amélioration des conditions de travail des sages-femmes, a affirmé, jeudi, la responsable au complexe mère-enfant (CME) du chef-lieu de wilaya. Ce projet, dont la première pierre a été posée en janvier dernier par le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière lors de sa visite de travail dans la wilaya, contribuera, en outre, à l'amélioration de la prise en charge de la femme enceinte, a ajouté M^{me} Halaili, en marge d'une journée d'étude organisée à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la sage-femme. La maternité actuelle, qui abrite le CME, est très sollicitée par toutes les communes de la wilaya et certaines collectivités locales des wilayas limitrophes, a indiqué l'organisatrice de cette rencontre abritée par l'EH D' Benzerdjeb.

A titre d'exemple, pour le seul mois d'avril écoulé, le CME a enregistré pas moins de 545 naissances vivantes dont 151 par césarienne, soit plus que les normes fixées par le ministère de tutelle, sachant que pour chaque garde de 24 heures, sept sages femmes sont mobilisées, a-t-elle fait savoir.

En outre, M^{me} Halaili a proposé la mise en place au niveau du complexe d'une cellule de préparation psychologique et psychomotrice de la femme enceinte à l'accouchement. Ce thème a figuré parmi les communications présentées à cette occasion. La psychologue Bouhadjela Fouad a insisté sur l'importance de cette préparation pour aider la femme enceinte à accoucher. L'allaitement maternel a été mis en relief par le pédiatre Chakroun qui a axé sur l'aspect immunitaire de cet allaitement qui contribuera à la croissance du nouveau-né. Le dépistage du cancer du col de l'utérus a été abordé par le gynécologue Benamour, alors que la diététicienne Merad Souâd a insisté sur l'alimentation saine et équilibrée que doit suivre la femme enceinte. Regroupant les sages-femmes de plusieurs wilayas du pays, cette journée d'étude a été clôturée par la remise de cadeaux à 47 sages-femmes de la wilaya de Aïn Témouchent, dont deux accoucheuses.

R. N.

Tizi Ouzou

Les projets de développement sous la loupe

Une commission interministérielle de haut niveau, composée des secrétaires généraux des ministères de l'intérieur et des Collectivité locales, de l'Environnement, des Travaux publics et des Ressources en eau, se trouve depuis mercredi dans la wilaya de Tizi Ouzou pour s'enquérir de la situation du développement local.



Cette commission, conduite par le SG du ministère de l'intérieur, Adli Ahmed, a inscrit sur son agenda la visite et l'inspection de certains projets structurants dont la pénétrante à l'autoroute Est-Ouest, le centre d'enfouissement technique de Oued Fali, le raccordement au gaz de ville du village Tamaassit dans la commune d'Aghribs et le CET intercommunal d'Aghribs/Fréha.

Elle aura à évaluer, sur place, l'état d'avancement des travaux des projets de développement qui ont un impact direct sur l'amélioration du cadre de vie du citoyen, a indiqué à l'APS le directeur des libertés publiques et

des affaires juridiques, auprès du ministère de l'Intérieur, Taleb Mohamed. « Cette visite s'inscrit dans le cadre du suivi des projets structurants inscrits au titre de la wilaya de Tizi Ouzou, qui a bénéficié d'un important programme de développement comportant des projets ayant une portée stratégique pour le développement de la région », a-t-il indiqué.

Il a souligné que cette visite permettra à cette commission de haut niveau de « voir sur le terrain ce qui se fait et ce qu'il faut améliorer, compléter, consolider en matière de développement local et inscrire, si nécessaire, de nouveaux projets au bénéfice de la wilaya de Tizi Ouzou ». M. Taleb a également précisé que le rôle de

cette commission « consiste aussi à apporter, in situ, des solutions aux problèmes posés et qui concernant directement le citoyen ». Citant quelques secteurs, le même responsable a donné l'exemple de celui des travaux publics. La wilaya de Tizi Ouzou dispose d'un réseau assez dense qui est en train de se compléter par la pénétrante vers l'autoroute Est/Ouest, les roclades sud et nord de la wilaya et une ceinture pour la zone littorale.

« Ces périphériques ont une importance stratégique pour le développement socio-économique de la région de Tizi Ouzou et de toute la Kabylie », a-t-il dit. L'inspection des projets rele-

vant du secteur de l'environnement dont le CET de Oued Fali, la station dépuratoire d'Azazga et la décharge contrôlée de la forêt de Yakouren, qui reste une plaie béante au cœur de ce beau massif, et la décharge à pour but de voir dans quelle mesure tout ce qui touche à l'environnement, notamment la gestion des déchets et l'irradiation des décharges, peut être pris en charge en tenant compte de la santé des populations.

D'ailleurs, le SG du ministère de l'Intérieur, Adli Ahmed, qui a visité la décharge de Yakouren, a donné instruction pour sa délocalisation et la remise en état des lieux pour préserver la forêt de Yakouren. **Reda A.**

El-Tarf De nouveaux postes électriques pour un été sans coupures

■ Les 118 postes électriques en cours d'installation et d'équipement dans la wilaya d'El-Tarf, dans le cadre de l'amélioration de la qualité du service, permettront de venir à bout des coupures durant l'été 2015, a-t-on appris, mercredi, auprès de la direction locale de distribution (SDE). Selon cette source, sur ces 118 postes, 34 sont « d'ores et déjà opérationnels », en attendant l'achèvement du reste de ce programme qui procède de « la volonté de la SDE de réduire les perturbations durant l'été prochain qui coïncidera, cette année encore, avec le mois sacré de Ramadhan durant lequel la consommation croît en flèche ». Fruit d'un investissement public de 520 millions de dinars, ce programme a « pour finalité d'améliorer la qualité de service en s'adaptant à l'évolution importante des besoins des ménages mais également de l'industrie qui se développe ». S'agissant du plan d'urgence 2013-2015, les services de la SDE ont indiqué avoir procédé au renforcement des différents groupes d'intervention, dans le souci de « répondre aux éventuels incidents pouvant malgré tout survenir durant la saison chaude ».

R. T.

M'sila Des foyers raccordés au réseau du gaz naturel

■ Pas moins de 1.816 foyers de la commune de Sidi Ameur, située à 120 à l'ouest de M'sila, ont été raccordés, mercredi, au réseau de distribution publique de gaz naturel, a-t-on constaté. Le directeur de l'énergie, Messaoud Annane, a affirmé, au cours de la cérémonie de mise en gaz présidée par le wali, Abdallah Benmansour, que cette opération sera étendue, dans une seconde phase, à plusieurs quartiers périphériques de cette collectivité. Ce responsable a également fait savoir que cette action de raccordement a nécessité un investissement public de 118 millions de dinars. Notons que les populations concernées ont accueilli l'arrivée de cette énergie avec un profond soulagement, d'autant que ce raccordement, souhaité depuis de nombreuses années, leur épargne le calvaire de la recherche et du transport de bonbonnes de butane sur de longues distances.

R. R.

Participation d'une dizaine d'artisans

Oum El-Bouaghi fête son fromage traditionnel

La seconde édition de la fête de « bouheza », un fromage local fabriqué selon des méthodes traditionnelles, s'est ouverte mercredi à la Maison de la culture Nouar Boubakeur d'Oum El-Bouaghi.

Placée sous le slogan « des aïeux aux petits-enfants », la manifestation est présentée comme le « maillon d'une chaîne de transmission des valeurs anciennes aux nouvelles générations », ont souligné les organisateurs de cette fête dont la cérémonie d'ouverture a été présidée par le wali, Mohamed-Salah Manaâ.

La manifestation de deux jours a réuni une dizaine d'artisans spécialisés dans la production artisanale de fromages et de dérivés laitiers exerçant à Oum El-Bouaghi, mais également dans l'est du pays, des régions où le « bouheza » est tout aussi connu et apprécié.

Un vieil éleveur de la commune de Aïn Babouche, Ferhat El-Hameli, explique que le « bouheza » est préparé à partir de petit-lait que l'on mélange ensuite à de la harissa avant de le baratter. Le résultat de l'opération est ensuite conservé dans des récipients en terre cuite, selon M. El-Hameli qui rappelle que la

tradition veut que l'on offre une partie aux voisins.

Pour le directeur des services agricoles, l'initiative de cette fête vise surtout à « organiser les dépositaires de ce savoir-faire pour le valoriser en tant qu'authentique produit du terroir chaoui ».

La fête a permis également de présenter les plats traditionnels variés de la région, offrant aussi l'opportunité aux producteurs de lait de rencontrer, d'échanger et de débattre de leur profession. **R. B.**

Médéa

Des bovins vaccinés contre la fièvre aphteuse

Plus de 25.000 bovins ont été vaccinés, dans la wilaya de Médéa, contre la fièvre aphteuse, à la faveur de la troisième campagne de lutte contre la prolifération de cette zoonose, entamée début avril à travers plusieurs exploitations agricoles de la région, a-t-on appris, jeudi, auprès de l'inspection vétérinaire de la direction des services agricoles.

Cette nouvelle campagne de vaccination intervient, a-t-on indiqué, après l'apparition de cas de fièvre aphteuse au niveau de fermes d'élevage bovin, situées dans des localités du sud-ouest de la wilaya, précisant que le nombre de cas recensés reste est « très réduit », pour l'instant, et « sans incidence notable », au plan sanitaire, sur le cheptel bovin local.

La même source fait part de la prise de dispositions préventives, en parallèle à cette campagne de vaccination, afin d'éviter la propagation de cette maladie au cheptel sain, évoquant, à cet égard, la mise en place de cordons sanitaires autour des foyers détectés, ainsi que le renforcement des mesures de contrôle en matière de déplacement et de vente de

bovins, issus des exploitations suspectes.

Quarante-sept mille doses de vaccins ont été livrées, dans le cadre de cette campagne, aux équipes vétérinaires mobilisées pour la circonstance, ce qui permet de couvrir plus de la moitié du cheptel bovin recensé dans la wilaya, estimé, selon la même source, à environ soixante-dix mille

têtes.

L'on assure, dans ce contexte, que des quantités supplémentaires de vaccins seront livrées, dans les tous prochains jours, à ces équipes pour leur permettre de vacciner l'ensemble du cheptel, tout en rappelant que l'actuelle campagne va s'étaler jusqu'à la fin du mois en cours.

R. R.



Lutte contre Daech

L'Irak met sur pied une force sunnite antijihadiste

Plus d'un millier de combattants sunnites originaires de la province d'Al-Anbar dans l'ouest de l'Irak ont été intronisés vendredi au sein d'une force paramilitaire composée essentiellement de chiïtes, par les autorités irakiennes désireuses de donner un nouvel élan à la lutte antijihadiste.



Plusieurs responsables politiques, de sécurité et tribaux ont assisté à une imposante parade accueillant les nouvelles recrues au sein des Unités de mobilisation populaire, un groupe paramilitaire combattant les extrémistes sunnites du groupe Etat islamique (EI).

«Votre pays a été pris par une bande de voleurs et de malfrats et vous devez vous battre pour le récupérer», a déclaré le gouverneur d'Al-Anbar, Souhaib al-Rawi, lors de la parade sur la base militaire d'Amriyat al-Fallouja.

«Faisons de ce jour, le jour où nous déclarons une vaste révolution contre Daech (un

acronyme de l'EI en arabe), chassons-les de nos maisons, combattons leur idéologie extrémiste et resserrons l'étau autour d'eux», a-t-il poursuivi.

La province d'Al-Anbar, majoritairement sunnite, s'étend des frontières syriennes, jordaniennes et saoudiennes jusqu'aux portes de Bagdad et est en grande

partie contrôlée par l'EI. Les jihadistes y avaient pris pied avant même le début de leur offensive fulgurante lancée en juin 2014 à travers l'Irak.

Le combat pour reprendre aux jihadistes les territoires perdus a jusqu'alors été mené par des miliciens majoritairement chiïtes, notamment au sein des Unités de mobilisation populaire.

Le Premier ministre, Haider al-Abadi, s'est efforcé de faire taire les critiques reprochant à ces milices, qui combattent aux côtés des forces gouvernementales, d'être exclusivement composées de combattants chiïtes. M. Abadi, un chiïte, a aussi dû faire face à des réticences dans son propre camp pour oeuvrer à l'intégration de sunnites aux combats antijihadistes dans les provinces dont ils sont originaires. Des centaines des combattants tribaux sunnites avaient déjà rejoint les Unités de mobilisation populaire ces dernières semaines, et la parade a marqué leur intronisation officielle. Avant cela, des sunnites combattaient déjà contre les jihadistes dans la province d'Al-Anbar mais ils ne recevaient ni solde, ni armes de la part des autorités.

L'objectif fixé par le Premier ministre pour la nouvelle force sunnite au sein des Unités, est de rassembler 6 000 hommes à Al-Anbar, a affirmé le gouverneur de la province. Un nouveau système sera par ailleurs mis en place pour mieux contrôler les recrues, afin d'éviter les abus rencontrés lors de précédentes campagnes de recrutement de combattants sunnites.

AFP

La semaine prochaine à Camp David

USA et pays du Golfe préparent un nouvel accord de sécurité

Les Etats-Unis et leurs alliés du Golfe, lors d'un sommet la semaine prochaine à Camp David, près de Washington, tenteront de se mettre d'accord sur les mesures à prendre pour assurer la stabilité du Proche-Orient face aux agissements de l'Iran, a déclaré, vendredi dernier à Paris, John Kerry. Le secrétaire d'Etat américain a rencontré dans la capitale française ses homologues du Conseil de coopération du Golfe (CCG), avec lesquels il a parlé du conflit yéménite et des négociations sur le programme nucléaire iranien. Après avoir assisté aux célébrations du 70^e anniversaire de la capitulation allemande du 8 Mai 1945, John Kerry s'est entretenu avec les ministres des Affaires étrangères d'Arabie Saoudite, du Koweït, des Emirats arabes unis, du Qatar, d'Oman et de Bahreïn, ainsi qu'avec le secrétaire général du CCG. «Le président (Barack) Obama comprend tout à fait les enjeux», a dit John Kerry lors d'une conférence de presse à l'issue de la rencontre. «Nous mettons au point une série de nouveaux engagements qui établiront entre les Etats-Unis et le CCG un nouvel accord de sécurité, avec de nouvelles initiatives en matière de sécurité, bien au-delà de ce que nous avons jusqu'ici», a-t-il ajouté. Le chef de la diplomatie américaine était accompagné à Paris de Wendy Sherman, chargée des négociations avec l'Iran, et du secrétaire à l'Energie, Ernest Moniz, spécialiste du nucléaire. A Camp David, à une centaine de kilomètres de Washington, la création d'un système antimissile pour protéger les Etats du Golfe contre toute attaque iranienne devrait être à l'ordre du jour et de nouveaux accords de défense pourraient être annoncés à cette occasion, dit-on de sources diplomatiques. Il pourrait aussi être question de ventes d'armes et de manœuvres militaires conjointes. Avant le sommet de Camp David, Barack Obama recevra mercredi prochain à la Maison-Blanche le roi Salman d'Arabie Saoudite, a annoncé un porte-parole de la présidence américaine. Le président des Etats-Unis s'efforcera de dissiper les craintes des pays du CCG au sujet de l'accord que l'Iran et les grandes puissances cherchent à conclure d'ici à la fin juin sur le programme nucléaire de Téhéran. A l'issue de la rencontre de Paris, le ministre saoudien des Affaires étrangères a annoncé une trêve humanitaire de cinq jours qui entrera en vigueur mardi prochain au Yémen à 23h locales (20h GMT) si les rebelles chiïtes houthis, soutenus par l'Iran, acceptent de s'y conformer.

Reuters

30 prisonniers tués, 40 s'évadent

Six gardes et 30 prisonniers ont péri lors de violences dans une prison au nord de Bagdad d'où 40 détenus sont parvenus à s'évader, a rapporté hier un porte-parole du ministère de l'Intérieur.

Les violences ont débuté vendredi après qu'un prisonnier s'est saisi de l'arme d'un garde dans cette prison située dans l'enceinte du principal commissariat de Khalis, à une cinquantaine de kilomètres de la capitale, a précisé le porte-parole, Saad Maan.

Agence

Après une offre de trêve au Yémen

Raids contre l'aéroport et un fief rebelle

La coalition arabe dirigée par l'Arabie saoudite a bombardé samedi l'aéroport international de Sanaa et le bastion des rebelles dans le nord du Yémen, quelques heures après avoir proposé une trêve humanitaire à partir de la semaine prochaine.

Le tarmac du principal aéroport de la capitale Sanaa aux mains des rebelles Houthis a été visé par deux roquettes, ont indiqué des témoins alors que l'Autorité de l'aviation civile devait le rouvrir momentanément pour recevoir les aides destinées à la population prise au piège du conflit depuis plus d'un mois.

L'ONU et les organisations humanitaires ont maintes fois critiqué les multiples frappes de la coalition contre l'aéroport, une voie «vitale» selon elles pour transporter les secours dans le pays en proie à toutes sortes de pénuries-nourriture, carburant, médicaments.

La situation humanitaire au Yémen, soumis à un blocus aérien et maritime de la coalition, est jugée «catastrophique» par des ONG et

l'ONU. L'Unicef a prévenu que si les restrictions aux importations continuaient, elles feraient plus de morts que les balles et les bombes dans les prochains mois.

Plus de 1 400 personnes ont été tuées, des milliers d'autres blessées et autant de déplacées dans le conflit selon l'ONU. La campagne aérienne lancée le 26 mars pour empêcher les rebelles, soutenus par l'Iran, de prendre le contrôle total du pays, n'a pas fait reculer les insurgés même si elle a réduit leurs moyens militaires.

Toute la nuit, la coalition a bombardé Saada, bastion rebelle dans le nord du Yémen situé à la frontière de l'Arabie Saoudite, d'où plus de 800 familles ont fui depuis vendredi, selon les témoins.

Le village de Marran, d'où est originaire le chef des rebelles, Abdel Malek Al-Houthi, a été visé aussi bien par les frappes aériennes, que par l'artillerie saoudienne de l'autre côté de la frontière. Selon la télévision des

Houthis, des dizaines de roquettes se sont abattues sur le village.

Le réseau de télécommunications à Saada a été coupé en raison des bombardements.

Les raids à Saada ont suivi un pilonnage rebelle de la région frontalière saoudienne de Najrane qui a tué dix civils cette semaine. Pour Riyad, les insurgés doivent «payer cher» le fait d'avoir franchi cette «ligne rouge».

C'est depuis Saada que les Houthis, aidés des soldats partisans de l'ex-président, Ali Abdallah Saleh, ont lancé en juillet 2014 l'offensive qui leur a permis de s'emparer de vastes zones du centre et de l'ouest de ce pays pauvre et instable de la péninsule arabique, dont Sanaa.

Alors qu'aucune solution au conflit n'est en vue, l'Arabie saoudite a annoncé un cessez-le-feu de cinq jours à partir de mardi prochain à condition que les rebelles s'engagent à le respecter.

Les responsables de la rébel-

lion était toujours injoignables hier en milieu de journée pour connaître leur réponse à l'annonce de Riyad où le président Abd Rabbo Mansour Hadi s'est réfugié après avoir fui la ville d'Aden (sud) devant la progression des Houthis. «Nous avons décidé que le cessez-le-feu commencerait mardi 12 mai à 23h locales et durerait cinq jours, renouvelables s'il est respecté», a indiqué le ministre saoudien des Affaires étrangères Adel al-Jubeir après une réunion à Paris entre des dirigeants du Golfe et le secrétaire d'Etat américain, John Kerry.

«Le cessez-le-feu s'arrêtera s'ils ne respectent pas l'accord», a souligné M. Jubeir.

Son homologue américain a aussi conditionné la trêve à une acceptation des Houthis «qu'il n'y ait ni bombardements, ni tirs, ni mouvements de troupes ou de manœuvres pour se repositionner, ni aucun déplacement d'armes lourdes».

Sans les citer, John Kerry a

«encouragé» l'Iran et la Russie, «pays qui ont le plus d'influence» sur les rebelles à les «pousser» à accepter les termes d'une trêve, assurant que les Etats-Unis seraient en contact avec Moscou et Téhéran à cette fin.

Les relations entre les deux puissances régionales, l'Iran chiïte et l'Arabie saoudite sunnite, se sont détériorées avec le conflit au Yémen. Téhéran dément systématiquement les accusations saoudiennes d'aide militaire aux rebelles. Les dirigeants des six monarchies du Golfe (Arabie Saoudite, Qatar, Bahreïn, Oman, Emirats arabes unis, Koweït) seront accueillis mercredi prochain par Barack Obama à la Maison-Blanche avant de se retrouver le lendemain à Camp David, le président américain cherchant à les rassurer sur le bien-fondé de sa politique d'ouverture à l'égard de l'Iran et d'un éventuel accord sur le programme nucléaire controversé de Téhéran.

AFP

Burundi

Nkurunziza dépose sa candidature présidentielle, malgré les pressions

Le président burundais Pierre Nkurunziza a déposé, vendredi, sa candidature aux élections du 26 juin, sourd à la protestation de la rue et à la pression internationale pour qu'il renonce à un troisième mandat, jugé inconstitutionnel par ses adversaires.



En arrivant en début d'après-midi à la Commission électorale nationale indépendante (Céni) à Bujumbura, le chef de l'État a promis que les manifestations, lancées le 26 avril, et devenues selon lui une «insurrection», seraient «maîtrisées d'ici peu». Les élections vont «bien se dérouler», a-t-il aussi assuré. Dans la soirée, un haut responsable policier a annoncé qu'ordre avait été donné à la police de démanteler «toutes barricades érigées» au Burundi, annonçant que la décision avait commencé à être appliquée dans le quartier de Nyakabiga, à environ 2,5 km du centre de Bujumbura.

Selon un photographe de l'AFP, de très nombreux policiers sont entrés vendredi en fin d'après-midi à Nyakabiga et ont commencé à mettre à bas avec un bulldozer les obstacles de toutes sortes qui obstruent depuis le début de la contestation l'axe principal du quartier. Des jeunes ont lancé des pierres depuis les rues adjacentes pour les empêcher, mais ont été dispersés à coups de grenades

lacrymogènes et de canon à eau. La journée, passée sous une pluie fine entrecoupée de fortes averses, avait été calme vendredi dans les quartiers périphériques de la capitale, foyers de la contestation.

En début de soirée, le Collectif contre un 3^e mandat avait annoncé une trêve des manifestations d'une journée, samedi, pour «permettre à la population de s'approvisionner mais aussi d'enterrer nos morts de la semaine», selon Pacifique Nininahazwe, un de ses dirigeants, avertissant que «les manifestations reprendraient dimanche, avec plus de vigueur après le dépôt de la candidature du président».

Le collectif a indiqué vendredi soir qu'il attendait l'annonce officielle de l'ordre de démantèlement pour réagir.

Pierre Nkurunziza a été le premier des prétendants déclarés à la présidentielle à déposer son dossier de candidature, à la veille de la date limite de dépôt. Pacifique Nininahazwe a accusé le chef de l'État de ne pas se préoccuper «du sang versé à cause de son entêtement».

Principal opposant politique, le chef historique de l'ex-rébellion hutu des FNL Agathon Rwaso, a de son côté estimé que si la Céni validait la candidature de M. Nkurunziza, «elle aura montré qu'elle est loin d'être neutre».

Le Burundi, surtout sa capitale, est depuis le 26 avril le théâtre de manifestations, interdites par le pouvoir et émaillées de heurts parfois violents opposant les contestataires à la police et aux jeunes militants du parti présidentiel. A ce jour, 18 personnes sont mortes.

Les opposants au chef de l'État, déjà élu en 2005 et 2010, jugent qu'un troisième mandat serait inconstitutionnel et contraire aux accords d'Arusha, qui avaient ouvert la voie à la fin de la longue guerre civile dans ce petit pays d'Afrique des Grands Lacs (1993-2006) en consacrant un partage institutionnel du pouvoir entre majorité hutu et minorité tutsi.

La Cour constitutionnelle, jugée inféodée au pouvoir par les protestataires, a récemment donné raison au camp présidentiel en estimant un troisième mandat conforme à la

Constitution. Les protestations «ne concernent que quelques quartiers de Bujumbura», a affirmé vendredi M. Nkurunziza, «plus de 99% du territoire burundais est en paix». Sous pression de la communauté internationale, qui menace de ne plus financer le processus électoral, opposition et pouvoir ont entamé cette semaine des pourparlers informels. «La seule chose pour laquelle on est d'accord, c'est le glissement du calendrier» électoral, a expliqué vendredi un membre de la société civile, douchant les espoirs d'accord.

«Notre seul moyen de pression, c'est la rue», a renchéri un opposant, «si on accepte de se retirer, on a tout perdu».

Parmi les pressions, celle de la présidente de la commission de l'Union africaine, Nkosazana Dlamini-Zuma, au ton généralement mesuré, qui a jugé l'environnement actuel «pas propice» à des élections.

Le président rwandais Paul Kagame, de son côté, a critiqué vendredi l'attitude de son voisin burundais. «Si vos propres concitoyens vous disent : «Nous ne voulons pas que vous fassiez ça ou que vous nous dirigiez, peut-être sont-ils en train de dire que vous n'avez pas fait assez pour eux», a-t-il déclaré lors d'un symposium en Suisse.

La mission électorale de l'UE au Burundi a elle estimée que la poursuite de «l'interdiction et la répression de manifestations pacifiques exprimant des préoccupations légitimes» ne permettrait pas «un processus électoral crédible et transparent».

Plus de 50.000 Burundais terrorisés, selon l'ONU, ont fui vers les pays voisins (République démocratique du Congo, Tanzanie et surtout Rwanda).

A New-York, le Conseil de sécurité de l'ONU a entamé, vendredi, des consultations à huis clos sur la crise au Burundi, mais aucune déclaration formelle n'était attendue.

AFP

Soudan du Sud 100.000 personnes ont fui des combats

Quelque 100.000 personnes ont dû fuir leurs foyers en une semaine d'intenses combats au Soudan du Sud, dans l'Etat pétrolier d'Unité (nord), ont annoncé les Nations unies vendredi.

«Depuis le début du mois de mai, les activités militaires au sud de Bentiu dans l'Etat d'Unité ont contraint jusqu'à 100.000 personnes à fuir leurs maisons», a déclaré dans un communiqué le coordinateur humanitaire de l'ONU pour le Soudan du Sud, Toby Lanzer.

Ces combats sont parmi les plus violents enregistrés depuis le début du conflit en décembre 2013 dans le plus jeune Etat du monde, qui a déjà fait plusieurs dizaines de milliers de morts.

Depuis le début du mois de mai, de violents combats se sont déroulés sur une ligne de front mouvante située au sud de la capitale de l'Etat d'Unité, Bentiu. Cette région abritait quelques-unes des plus grandes installations d'extraction de brut du pays, avant que n'éclate le conflit en cours.

«Les civils qui ont fui (les localités de) Guit, Ngop, Nhaldu et leurs environs ont été particulièrement touchés par les violences et ont dû fuir pour les éviter», a précisé M. Lanzer.

Ces combats «interviennent au plus fort de la saison des semences, lorsque les habitants ont besoin de se déplacer en toute liberté et en toute sécurité dans leurs champs», a-t-il également indiqué. M. Lanzer a en outre déploré qu'il soit quasi-impossible pour les humanitaires d'accéder à ces populations. «Les agences des Nations unies et leurs partenaires cherchent désespérément à avoir accès aux régions de l'Etat d'Unité pour évaluer les besoins de la population et y répondre», a-t-il déclaré, demandant aux belligérants de permettre l'acheminement de l'aide humanitaire.

Le conflit au Soudan du Sud a éclaté deux ans à peine après que le pays, soutenu par les Etats-Unis, eut son indépendance en 2011. Les combats avaient débuté lorsque le président sud-soudanais Salva Kiir avait accusé son ancien vice-président Riek Machar, qu'il avait limogé, de fomenter un coup d'Etat. Depuis, les combats ont dévasté les villes du pays, quelque deux millions de personnes au moins ont dû fuir leurs foyers, et près de la moitié des 12 millions d'habitants a besoin d'aide pour survivre, selon l'ONU. Les Nations unies abritent dans leurs bases quelque 100.000 personnes trop effrayées par les combats et les tueries pour oser rentrer chez elles.

L'ONU évalue à 2,5 millions le nombre de Sud-Soudanais au bord de la famine. Plus de deux millions d'habitants au total ont fui les combats, dont 520.000 se sont réfugiés dans les pays voisins, en Ethiopie, au Soudan, au Kenya et en Ouganda.

R. N.

Violences de Boko Haram au Nigeria

Les déplacés hésitent à rentrer dans leurs villages

Fanta Adamu pense avoir plus de 80 ans, mais elle n'en est pas vraiment sûre. Ce dont elle est certaine en revanche, c'est qu'elle était bien trop vieille pour espérer échapper aux islamistes de Boko Haram quand ils attaquaient son village du nord-est du Nigeria. Aussi, quand les combats se sont intensifiés autour de Sabon Gari, dans le nord de l'Etat d'Adamawa, elle a appelé un de ses fils à Lagos, à 1.200 km de là, pour qu'il la sorte de là et la mette en sécurité.

C'est ainsi que la vieille dame s'est retrouvée dans une maison de trois pièces qu'elle partage aujourd'hui avec 19 autres membres de sa famille, à Wauru-Jebbe, à la périphérie de Yola, la capitale de

l'Adamawa. «Je pense pouvoir rentrer bientôt, mais le problème ce sont les routes. Boko Haram a tout saccagé», raconte-t-elle à l'AFP. «Je m'attends à ce que tout ait été bombardé. Nous avons peur de rentrer», ajoute-t-elle.

Fanta et sa famille ne sont pas seules dans leur situation à Yola, devenue un havre de paix pour les populations ayant fui les violences de Boko Haram dans l'Adamawa et les Etats voisins de Borno et Yobe.

L'attention s'est focalisée ces derniers jours sur les camps de déplacés où 275 femmes et enfants ont été transférés après avoir été libérés par l'armée de la forêt de Sambisa, un bastion de

Boko Haram où les insurgés les retenaient. Mais de très nombreux déplacés habitent aussi à Yola ou dans ses environs chez des parents ou des hôtes, s'entassant souvent dans des logements prévus pour n'accueillir qu'une seule famille. Haruna Hamman Furo, secrétaire permanent de l'Agence de gestion des urgences de l'Adamawa, assure qu'au tournant de l'année, au plus fort de la crise, les camps accueilleraient quelque 30.000 déplacés tandis que 142.000 étaient logés dans des familles d'accueil de Yola.

Mais d'autres sources estiment que ce sont 400.000 personnes qui ont trouvé refuge dans la ville, faisant plus que doubler la popula-

tion, après la chute de Mubi, à 200 km de Yola, début novembre.

Selon M. Furo, le flux a diminué depuis la contre-offensive lancée en février par l'armée nigériane, fortement aidée par les forces du Tchad, du Niger et du Cameroun.

Au total, 1,5 million de gens ont fui leur domicile depuis le début de l'insurrection de Boko Haram il y a six ans. La plupart sont restés au Nigeria, les autres se sont réfugiés dans les pays voisins, Cameroun, Tchad et Niger. Fanta et sa famille reçoivent de l'aide de la Croix-Rouge nigériane, qui distribue des vivres de base, matelas et moustiquaires. De la nourriture et des vêtements sont aussi donnés par les églises et les mosquées, les

autorités locales et l'université américaine du Nigeria aux plus démunis. L'université située à Yola a précisé nourrir 250.000 personnes et parle de crise humanitaire durable. Pour le moment, les hommes de la famille de Fanta cherchent du travail à Yola et certains des enfants vont à l'école. Mais derrière le semblant de normalité, la tentation d'un retour chez eux est forte. «On ne se plaît pas ici», dit Aishatu Ado, 35 ans.

Mais d'un autre côté, «si nous rentrons, nous ne savons pas ce que nous allons trouver car les fermes ont été détruites. On attend de voir ce qu'il va se passer», ajoute-t-elle.

Agence

Le monde s'arme de plus en plus, le Rafale en profite

Les exportations de matériels militaires progressent dans le monde. La France a engrangé 25 milliards d'euros de contrats en quatre ans. La vente de 84 Rafale à l'Égypte, à l'Inde et au Qatar va gonfler le portefeuille de commandes et déboucher sur des créations d'emplois.

Par Gilles Bridier

Les trois commandes de Rafale enregistrées par la France en Égypte, en Inde et au Qatar, sont riches d'enseignements, tant au plan géopolitique dans le monde que sur la place de la France sur l'échiquier politique au Moyen-Orient notamment. Mais, avant tout, ils montrent que, comme l'affirmait Serge Dassault lorsque l'avion de combat français ne parvenait pas à s'imposer à l'exportation, «le potentiel de ventes des avions de combat dans le monde reste intact».

Il est vrai que la fin de la Guerre froide et la réduction des budgets de défense pouvaient laisser présager un tarissement des commandes dans le monde. Il n'en est rien.

Les cycles de renouvellement sont longs dans cette industrie, et l'on s'aperçoit aujourd'hui – en le regrettant pour l'avenir de la planète – que le rajeunissement des matériels des armées s'accélère. Les dépenses militaires dans le monde (1800 milliards de dollars l'an dernier) se maintiennent à un niveau élevé, les engagements au Moyen-Orient, dans l'est de l'Europe, en Asie et en Afrique compensant notamment la baisse du budget américain de défense.

Les exportations grimpent

Ainsi, l'Institut international de recherche pour la paix de Stockholm (Sipri) relève que les exportations d'armes dans le monde ont augmenté de 16% pendant la période 2010-2014 par rapport à 2005-2009, avec une progression de 23% pour les États-Unis, toujours en tête des marchands d'armes, et de 31% pour la Russie. Mais, surtout, on note la poussée des exportations chinoises qui, d'une période à l'autre, ont augmenté de 143% et placent ainsi la Chine au troisième rang des puissances exportatrices d'armement sur les cinq années en question.

Les États du Golfe et l'Asie font partie des plus gros pourvoyeurs de commandes. Ainsi, les États du Conseil de coopération du Golfe (l'Arabie Saoudite, Oman, le Koweït, Bahreïn, les Émirats arabes unis et le Qatar) auraient, selon le Sipri, augmenté de 71% leur importations d'armes d'une période à l'autre. Or, la France jouit d'une place particulière auprès de ces États, comme le démontre la présence de François Hollande ce 4 mai à la réunion du Conseil de coopération du Golfe, premier chef d'État étranger à être invité dans cette enceinte.

Ce n'est donc pas un hasard si, parmi les trois pays ayant retenu l'avion de combat français depuis le début de l'année, figure le Qatar pour 24 avions. En outre, l'hypothèse d'une prochaine vente aux Émirats arabes unis, client historique de la France, est aussi souvent avancée.

L'Inde, qui a augmenté de 15% ses importations d'armes au cours des cinq dernières années, était en négociation depuis de longues années pour un contrat Rafale; alors que les importations d'armes du pays ont augmenté de 15% au cours des cinq dernières années, New Delhi a aussi franchi le pas dans une négociation de gouvernement à gouver-



nement avec Paris pour 36 appareils. Quant à l'Égypte, obtenant une garantie de l'État français pour la moitié du contrat, elle a opté pour 24 Rafale (et une frégate pour sa marine).

Soit 84 appareils en tout pour l'industrie française d'armement. Ces contrats de Rafale interviennent alors que les ventes d'armes par la France ont augmenté de plus de 17% en 2014 pour atteindre 8 milliards d'euros. Ainsi, malgré le trou d'air de 2012, l'industrie de défense française a engrangé plus de 25 milliards de commandes entre 2011 et 2014. Les résultats de l'année 2015 (déjà 15 milliards d'euros y compris les contrats de Rafale, selon le ministre Jean-Yves Le Drian), devraient exploser les compteurs.

Et les derniers contrats passés montrent que la crédibilité de la France sur les marchés internationaux reste intacte, malgré le différend qui continue de l'opposer à la Russie à propos de la livraison des navires militaires Mistral à cause de l'implication de Moscou dans le conflit ukrainien.

Tous ces États ne constituent pas des nouveaux marchés pour Dassault Aviation. L'Égypte s'était déjà dotée de Mirage 5 et 2000, le Qatar de Mirage F1 et 2000, et l'Inde de Mirage 2000 que l'industriel français est en train de moderniser.

Mais tous ces clients exploitent aussi sous leurs couleurs d'autres appareils, à commencer par des Mig russes pour l'armée indienne et des F16 ou F18 américains. Ils auraient pu opter pour des appareils concurrents, notamment le Gripen suédois retenu par le Brésil de préférence au Rafale, ou les avions américains et russes. Mais si le Gripen suédois a été préféré au Rafale pour son prix plus compétitif (de l'ordre de 30% moins cher), il ne présente pas les mêmes aptitudes au combat que l'avion français.

Une polyvalence longtemps critiquée

Quant au concurrent européen Eurofighter, développé par la Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Italie, il n'offre pas non plus la même flexibilité d'utilisation. Ce qui réduit son champ opérationnel.

A l'inverse, l'avion français, qualifié de «couteau suisse» par les spécialistes, a été conçu au départ pour remplir des missions de nature diverses (attaques au sol, combat aérien, renseignement). Ce fut le pari de départ des concepteurs, avant que Dassault Aviation obtienne le feu vert pour lancer le programme en 1988. La décision du lance-

ment fut d'ailleurs difficile à prendre: on s'engageait pour un total réévalué à 40 milliards d'euros.

Les réticences furent nombreuses, même au sein du gouvernement de Jacques Chirac, avec André Giraud, ministre de la Défense de l'époque, qui rechignait à engager la France en solitaire dans une aventure industrielle de cette ampleur alors que l'Eurofighter, développé à la même époque, allait pouvoir s'appuyer sur un portefeuille de commandes obligatoirement plus important du fait de la coopération de trois États sur le projet. Ce qui aurait une incidence sur le prix à l'unité des appareils, et des conséquences sur le budget français de Défense et la compétitivité de l'avion à l'exportation.

Mais, à la suite d'un lobbying intense et grâce à l'arbitrage de François Mitterrand, Dassault obtint le feu vert, entraînant avec lui ses partenaires de l'époque Thomson et la Snecma. Les intérêts de l'industrie de défense et la stratégie de souveraineté nationale ont alors pesé plus lourd que les impératifs budgétaires.

Le programme fut abondamment critiqué. Pourtant, le choix d'un appareil polyvalent s'avère aujourd'hui payant face à des concurrents concentrés sur un type d'intervention. Le Rafale, multi-mission, permet d'optimiser les flottes. Une qualité d'autant plus déterminante que, en acquérant un avion de combat, on s'engage pour trente ans sans pouvoir anticiper les besoins à aussi long terme!

En outre, en conditions réelles sur les terrains de combats, notamment en Afghanistan, en Libye, au Mali ou en Irak contre Daech, l'avion français s'est montré à la hauteur des attentes, faisant jeu égal en matière d'efficacité avec ses avions américains dans des opérations communes.

Le succès de l'expertise technologique

Dassault, qui ne réalise plus que 30% de son chiffre d'affaires dans le militaire, n'est d'ailleurs pas le seul artisan de cette reconnaissance technologique. La cellule dont il a la maîtrise intervient pour environ 60% du coût d'un appareil. Safran, qui fabrique les moteurs M88 mis au point à l'origine par la Snecma, et Thales, chargé de l'électronique de bord et du système de radar, ont aussi un rôle décisif. Sans compter le système d'armes, en l'occurrence développé par la société MBDA.

Au total, quelque 500 entreprises sous-

traitantes à divers niveaux interviennent sur la production du Rafale. Et compte tenu de ces commandes, les avions de combat vont peser lourd dans les créations d'emplois attendues en France du fait de la montée en puissance des exportations d'armes, soit environ 30 000 emplois nouveaux sur plusieurs années dans l'industrie de défense, selon Jean-Yves Le Drian.

D'ailleurs, depuis le lancement du programme Rafale, l'avion a lui-même beaucoup évolué, profitant des innovations technologiques. Ces contrats soulignent ainsi la reconnaissance à l'étranger de l'expertise française dans une industrie de pointe, l'aviation militaire faisant partie des secteurs qui ne supportent aucune approximation dans l'application des innovations, tant dans l'informatisation des fonctions que la mise au point des interfaces homme-machine.

La géopolitique en question au Moyen-Orient

On ne peut exclure que la politique américaine ait favorisé la percée de l'avion français, à cause de l'attitude de Washington vis-à-vis de l'Iran chiite, ennemi des dynasties sunnites du Golfe.

Comme le démontre l'intervention au Yémen, Ryad continue de revendiquer son rôle de gendarme du Moyen-Orient, contre Téhéran dont l'influence s'accroît dans cette région du monde. Le virage de la politique américaine, mieux disposée à l'égard du régime iranien sur le dossier du nucléaire civil, interpelle les États du Golfe, déjà gênés au-delà même de l'Arabie Saoudite par la percée des États-Unis sur le marché de l'or noir. L'attitude de Ryad refusant de soutenir les cours du pétrole par une baisse de sa production, accentuant ainsi une baisse du prix du baril préjudiciable aux producteurs américains compte tenu de leurs coûts, en dit assez long sur un certain refroidissement du dialogue avec Washington.

Or, pour les marchés militaires, les relations intergouvernementales jouent un rôle déterminant, comme le démontre l'opposition entre Paris et Moscou sur les Mistral.

Depuis son arrivée au ministère de la Défense, Jean-Yves Le Drian a su consolider les liens avec les dynasties du Golfe, mais aussi avec d'autres États engagés au même titre que la France contre le terrorisme, comme l'Égypte. Le Rafale en tire aujourd'hui les bénéfices.

G. B.

Parade militaire et patriotisme

La Russie célèbre «sa» victoire de 1945



Parade militaire monstre sur la place Rouge, démonstration de patriotisme dans les rues de Moscou, retour des affiches de Staline: la Russie célèbre hier, en grande pompe, mais sans ses alliés européens et américains d'alors, le 70^e anniversaire de «sa» victoire sur l'Allemagne nazie.

Des commémorations se déroulent dans une vingtaine de villes russes, de Kaliningrad, l'enclave russe en Europe, à Vladivostok, dans l'Extrême-orient russe. A Moscou, la parade militaire a commencé avec l'arrivée sur la Place Rouge dans une Zil décapotable de l'époque soviétique du ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgu, qui a passé en revue les troupes. Vladimir Poutine peut se targuer d'accueillir les dirigeants de puissances émergentes comme les présidents chinois Xi Jinping et indien Pranab Mukherjee, son homologue égyptien Abdel Fattah al-Sissi ou cubain Raul Castro, ainsi que le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, pour une parade militaire à l'ampleur inédite qui fait la part belle aux nouveaux armements russes.

Le nouveau char Armata T-14 présenté comme le plus puissant du

monde par son constructeur, des missiles balistiques intercontinentaux de près de 50 tonnes, 16 000 soldats: la vingtaine de chefs d'Etat invités à la tribune officielle devait assister pendant plus d'une heure à une démonstration de la puissance de feu de la Russie, revenue sur le devant de la scène un quart de siècle après la chute de l'URSS.

Après la parade militaire, plus de 160 000 personnes sont attendues dans le centre de Moscou pour un gigantesque cortège où les Moscovites brandiront des portraits de leurs pères ou grands-pères vétérans de guerre. Dans la soirée, des concerts sont prévus avant un feu d'artifice tiré depuis un dizaine de points dans la capitale russe.

Ces festivités interviennent dans un contexte de tensions diplomatiques fortes entre Russes et Occidentaux. Les rares responsables européens présents hier dans la capitale russe - tchèque et slovaque - n'assisteront pas à la parade, tout comme le chef de la diplomatie française, Laurent Fabius.

Et la chancelière allemande, Angela Merkel, n'est attendue à Moscou qu'au lendemain des commémorations pour des entretiens avec Vladimir Poutine.

Ces festivités tranchent avec l'unité affichée le 6 juin 2014 lors du 70^e anniversaire du Débarquement allié en Normandie. La crise ukrainienne battait son plein mais le président Poutine était présent et avait rencontré ses homologues occidentaux. Vladimir Poutine se soucie peu du boycott des Européens et Américains, qui ont fêté vendredi le 70^e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale, plus populaire que jamais dans un pays qui a élevé la victoire de 1945 au rang de mythe fondateur du patriotisme et de la grandeur russe.

Avant les célébrations, le chef de l'Etat russe, qui n'a pas connu la guerre mais a écouté les récits de ses parents les soirs de dîner entre amis, a publié une tribune dans un journal pour raconter une mère survivante des terribles 900 jours du siège de Leningrad, un frère mort de la diphtérie dans la ville assiégée et un père blessé à vie par une grenade lancée par un soldat allemand.

- Retour des bustes de Staline -

Depuis plusieurs jours, Moscou et les grandes villes de Russie vivent à l'heure de la «Grande Guerre patriotique», comme les Russes appellent la Seconde Guerre mondiale depuis l'époque soviétique.

Des millions de rubans de Saint-Georges aux rayures orange et noires, symbole du nouveau patriotisme prôné par le Kremlin, sont arborés du sommet de l'Etat aux administrations, guichetières de métro ou simples citoyens.

Les télévisions russes ont saturé leurs antennes de documentaires, débats et films sur les grands moments de la Seconde Guerre mondiale, la bataille de Stalingrad et la prise du Reichstag en tête.

Et à la faveur de cette ferveur populaire encouragée par le pouvoir, la moustache de Staline fait un retour remarqué. Responsable de la mort de millions de Soviétiques, l'ancien dictateur mort fait l'objet d'une réhabilitation rampante presque 60 ans après la vague de déstalinisation qui avait mis fin au culte de sa personnalité trois ans après sa mort.

Résultat: des affiches représentant le «Généralissime» Staline, vainqueur de l'Allemagne nazie, ainsi que des bustes ont fait leur apparition dans plusieurs villes de Russie, notamment en Crimée, la péninsule ukrainienne annexée par la Russie en mars 2014.

AFP

L'exécution de Mussolini a-t-elle influencé la décision de Hitler de se suicider ?

■ La veille de sa mort, le Führer avait appris, depuis son bunker, la nouvelle de la mort publique et humiliante du dictateur italien. Il y a 70 ans, le 28 avril 1945, des résistants du Nord de l'Italie exécutaient de manière sommaire Benito Mussolini après avoir déjoué la tentative d'évasion du dictateur à travers la frontière suisse. «On peut imaginer leur choc quand ils l'ont trouvé. Il n'avaient aucune idée de quoi faire de lui», a déclaré le chercheur David Kertzer, dont le livre *The Pope and Mussolini* vient de remporter un prix Pulitzer.

Les partisans se sont accordés pour fusiller Mussolini aux côtés de sa jeune maîtresse, Claretta Petacci, et ont laissé leurs corps à la foule en colère qui les a amochés, avant de les pendre la tête en bas à une poutre sur la Piazzale Loreto à Milan, pour qu'ils soient montrés en public et préservés. Les cadavres de Mussolini et Petacci attendaient les autorités militaires américaines quand elles sont arrivées dans cette ville où le Duce avait régné en dictateur d'opérette sur son royaume en plein rétrécissement, jusqu'à sa fin sanglante. Quelques mois plus tôt, des corps de résistants occupaient la même place.

Le règne de Mussolini sur l'Italie depuis 1922, avec l'instauration d'une dictature fasciste à partir de 1925, était fondé sur un culte propagandiste qui se concentrait souvent sur son corps, dont les représentations dominaient la culture visuelle du pays. Sa mort a été marquée par la même emphase. «Son omniprésence signifiait qu'il a été reconnu au lendemain de sa mort quand son corps pendait la tête en bas, malgré la façon dont il a été violenté», a dit Kertzer.

Certains historiens estiment désormais que la mort de Mussolini a aussi influencé la décision d'Adolf Hitler de se suicider et de faire brûler son corps dans les derniers jours de la Seconde Guerre mondiale, même si l'historien Hugh Trevor-Roper affirme dans son ouvrage essentiel *The Last Days of Hitler* qu'il est peu probable que ce qu'il décrit comme «une décision déjà ferme» ait eu besoin d'être renforcée par les informations en provenance de Milan.

La nouvelle de la mort publique et humiliante de Mussolini est arrivée à Hitler par la radio le lendemain, le 29 avril 1945, dans son «Führerbunker» sous Berlin, où il était retranché depuis deux semaines alors que les forces soviétiques approchaient de la capitale allemande. «Cela ne m'arrivera jamais», déclare-t-il alors, selon le témoignage effectué au procès de Nuremberg par Hermann Goering en 1946. Le même jour, Hitler rédige son testament. «Je ne souhaite pas tomber dans les mains d'un ennemi qui a besoin d'un nouveau spectacle, présenté par les juifs, pour le divertissement des masses hystériques», écrit-il.

Le 30 avril, Hitler fait ses adieux à son premier cercle, dont les hauts dirigeants, Martin Bormann, et Joseph Goebbels, son ministre de la Propagande. Alors que les Russes sont pratiquement à sa porte, il se suicide en compagnie de sa compagne Eva Braun, qu'il vient juste d'épouser. Leurs corps sont brûlés. Le 1^{er} mai, veille de la prise du bunker par les Soviétiques, Goebbels et sa femme tuent leurs six enfants avant de se suicider.

En s'assurant que son corps soit détruit, Hitler a d'une certaine façon aidé les Alliés dans leur effort pour éviter qu'une trace matérielle du Führer ne devienne un objet de culte ou de pèlerinage pour les fascistes à venir. L'histoire a tourné différemment dans le cas de Mussolini: il a été enterré dans une tombe anonyme, mais des fascistes parmi les plus radicaux ont plus tard exhumé son corps et l'ont caché dans plusieurs endroits, avant que le gouvernement italien n'autorise son inhumation dans la crypte familiale.

En 1945, la mort de Mussolini a été largement célébrée par les Alliés comme preuve de l'imminente conclusion de la guerre sur le front européen, atteinte le 8 mai, moins de deux semaines plus tard. «La mort pitoyable de Benito Mussolini constitue la conclusion appropriée d'une vie pitoyable», se réjouit alors le *New York Times*. «Fusillé par un peloton d'exécution en compagnie de sa maîtresse et d'une poignée de dirigeants fascistes, le premier des dictateurs fascistes, l'homme qui s'est un jour vanté qu'il allait restaurer la grandeur de la Rome antique, n'est plus qu'un cadavre sur une place milanaise, où une foule hurlante frappe son corps, le maudit, lui crache dessus.»

Le *New York Times* n'a jamais eu le plaisir d'écrire la même chose d'Hitler.

Benjamin Soloway

Corée du Nord

Essai d'un nouveau missile balistique sous-marin



La Corée du Nord a effectué un tir d'essai d'un nouveau missile balistique sous-marin, décrit comme une "arme stratégique de niveau mondial", a annoncé samedi l'agence de presse officielle KCNA.

«Un tir d'essai d'un puissant missile stratégique sous-marin a eu lieu», a annoncé l'agence nord-coréenne. «Le missile balistique a été conçu à l'initiative personnelle du Commandant suprême de l'armée du peuple coréen Kim Jong-Un», a-t-elle ajouté. Le leader nord-coréen a donné l'ordre de lancement à un sous-marin d'attaque et a regardé la retransmission du tir, a-t-elle rapporté. KCNA a décrit le missile comme répondant aux derniers standards technologiques et militaires, qualifiant ce test

de «succès révélateur», le mettant sur un pied d'égalité avec le lancement en 2012 d'un satellite par le pays.

«L'acquisition de la technologie (...) a permis à la KPA (armée nord-coréenne, ndlr) de posséder une arme stratégique de niveau mondial capable de frapper et d'annihiler dans toutes les eaux les forces hostiles empiétant sur la souveraineté et la dignité (de la Corée du Nord) ainsi que de mener des opérations sous-marines», a déclaré l'agence officielle.

Ce test intervient après que Pyongyang a rejeté les critiques des Etats-Unis, qui l'accusaient de développer un programme de missile balistique sous couvert de recherche spatiale, et a promis d'envoyer plus de satellites en orbite, en violation des sanctions des Nations unies.

S'il y a peu de doutes quant à l'existence d'un programme actif de développement de missile balistique en Corée du Nord, les experts sont divisés quant à son avancement réel.

L'annonce du tir d'essai d'un nouveau missile balistique sous-marin intervient au lendemain de menaces de Pyongyang, avertissant que son armée était prête à ouvrir le feu à vue et sans avertissement sur des navires militaires sud-coréens qui

violent, selon elle, la frontière maritime entre les deux pays.

La KPA a affirmé que 17 patrouilleurs rapides sud-coréens avaient pénétré dans les eaux territoriales nord-coréennes pendant la première semaine de mai «sous le prétexte» d'intercepter des bateaux de pêche chinois.

En cas de réponse armée sud-coréenne, la KPA répliquera par d'autres «frappes de représailles» contre ces navires, selon le communiqué diffusé vendredi par KCNA.

Les deux Corées ne sont pas d'accord sur la localisation de la frontière maritime entre elles en mer Jaune. Depuis la fin de la guerre de Corée (1950-1953), marquée par un simple cessez-le-feu, Pyongyang et Séoul sont toujours techniquement en état de guerre.

En réponse au communiqué de la KPA, le ministère sud-coréen de la Défense a démenti catégoriquement toute incursion de navires sud-coréens et a accusé Pyongyang d'attiser les tensions.

La frontière maritime intercoréenne a été le théâtre d'affrontements armés brefs mais violents en 1999, 2002 et 2009. En octobre 2014, des patrouilleurs des deux pays ont échangé des tirs de semonce.

AFP

Australie

Arrestation d'un adolescent soupçonné de préparer un attentat à la bombe

■ Un adolescent soupçonné de préparer un attentat à la bombe a été arrêté en Australie, ont annoncé hier la police et le Premier ministre Tony Abbott après avoir indiqué que le pays faisait face à une «très sérieuse menace terroriste».

«Il y a eu plusieurs coups de filet à Sydney et Melbourne au cours des dernières 24 heures. Il y a eu au moins une arrestation. Nous avons la preuve qu'un attentat à la bombe était à un stade assez avancé de préparation», a déclaré M. Abbott à la presse.

La police australienne a précisé qu'elle avait mené vendredi des perquisitions dans une maison du nord de Melbourne, avait fait exploser trois engins explosifs rudimentaires et arrêté un adolescent de 17 ans, qui a été inculpé de préparation d'actes de terrorisme. Elle a refusé de confirmer des informations selon lesquelles un attentat était planifié dimanche à Melbourne.

«Mais laissez-moi vous dire, quelque chose allait se passer», a confié le commissaire adjoint, Mike Phelan, au cours d'une conférence de presse à Melbourne. «Si nous n'étions pas intervenus, il y aurait eu une vraie menace de passage à l'action», a-t-il ajouté.

Le suspect, encore mineur, et dont le nom n'a pas été révélé, devrait être présenté lundi devant un tribunal à huis clos.

L'Australie a relevé en septembre dernier le niveau de son alerte contre le terrorisme, à la suite en particulier du départ d'au moins 110 de ses ressortissants vers l'Irak et la Syrie pour combattre au sein du groupe jihadiste Etat islamique. Plus de 30 d'entre eux sont rentrés depuis en Australie.

En décembre, un musulman d'origine iranienne connu pour ses idées extrémistes a pris en otage 17 personnes dans un café de Sydney et les a retenues pendant près de 16 h avant d'être abattues. Deux personnes étaient mortes au cours de la prise d'otages.

C'est la deuxième attaque déjouée dans l'Etat de Victoria au cours de ces dernières semaines. La police a arrêté le mois dernier deux hommes âgés de 18 ans qui préparaient des «actes terroristes» à Melbourne, dont «des attaques contre des policiers», avaient annoncé les forces de l'ordre.

Agence

Géorgie

Le nouveau gouvernement obtient le vote de confiance

■ Le nouveau gouvernement de Géorgie a obtenu vendredi dernier un vote de confiance au Parlement, après des heures de débat entre les députés. Le Parlement a confirmé que le gouvernement remanié, incluant trois nouveaux ministres, Tina Khidasheli, Tariel Khechikashvili et Gigla Abulashvili, a remporté ce vote de confiance avec 87 voix contre 37. Selon la Constitution, un vote de confiance est requis lorsqu'un tiers du gouvernement est modifié. Sept des 21 membres du gouvernement avaient été remplacés cette fois. C'est le second remaniement du gouvernement depuis la prise de fonctions du Premier ministre Irakli Garibashvili en 2013. La dernière fois que gouvernement a remporté un vote de confiance était en juillet 2014.

R. I.

Colombie

Gouvernement et Farc tracent une feuille de route pour le déminage

Le gouvernement colombien et la guérilla des Farc se sont mis d'accord vendredi sur une feuille de route pour les opérations de déminage dans ce pays sud-américain, le plus touché au monde par ce fléau après l'Afghanistan. «Nous avons défini la feuille de route pour la mise en place du projet pilote de déminage, avec l'appui de (l'ONG) Aide populaire norvégienne (APN)», ont annoncé les deux parties dans un communiqué conjoint publié au terme d'une nouvelle session de négociations de paix à La Havane.

«Nous avons aussi établi les modalités techniques et logistiques pour la mise en route des activités à chaque phase du projet» de déminage qui doit débuter dans les régions d'Antioquia (nord) et de Meta (centre), ont ajouté les délégations.

Les deux parties n'ont pas encore donné de date pour le début de cette opération, mais elles avaient annoncé lundi qu'elle commencerait «au plus tôt».

En mars dernier, le gouvernement de Bogota et la guérilla marxiste des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc), qui mènent des pourparlers de paix à Cuba depuis plus de deux ans, avaient officialisé un accord de collaboration pour le déminage. Devant la presse, le chef négociateur du gouvernement Humberto de la Calle a qualifié cette feuille de route de «première et plus importante mesure conjointe pour la désescalade» du conflit.

De son côté, le numéro deux des Farc Ivan Marquez a affirmé que l'accord sur le déminage et la trêve unilatérale maintenue

par la rébellion depuis décembre dernier «viennent lever des obstacles auparavant considérés comme infranchissables».

Selon les autorités, sur les quelque 1 120 municipalités de Colombie, près de 700 restent potentiellement minées et seules trois ont jusqu'ici été déclarées officiellement exemptes de toute mine antipersonnel.

Elles estiment à une décennie le délai minimum nécessaire pour débarrasser le territoire de ces explosifs, qui ont fait depuis 1990 plus de 2 000 morts et 9 000 blessés, dont 38% de civils, selon un bilan officiel.

Les négociations se poursuivent à la Havane pour tenter de mettre fin au plus vieux conflit armé d'Amérique latine, qui a fait officiellement quelque 220 000 morts.

AFP

Théâtre de Jijel

La pièce *Salah-Bey* chaleureusement accueillie

La pièce *Salah-Bey* du Théâtre régional de Constantine (TRC) a été chaleureusement accueillie, vendredi soir à Jijel où elle a été présentée à la Maison de la culture Omar-Oussedik.



Programmée dans le cadre de la manifestation «Constantine, capitale de la culture arabe», cette oeuvre a été suivie avec beaucoup d'intérêt par un public averti et connaisseur du 4^{ème} art.

C'est «un voyage à travers le temps et l'espace», a indiqué à l'APS, un spectateur, admiratif devant l'excellente prestation de la troupe du TRC, bien rodée aux arcanes des

planches.

La pièce d'une durée de 90 minutes, réalisée par Mohamed-Tayeb Dehimi, sur un texte de Saïd Boulmerka, montre le personnage de Salah, âgé de 16 ans, débarquant au port d'Alger en provenance d'Izmir (Turquie). Survient ensuite une voyante qui prédit un avenir radieux et éblouissant à celui qui sera le futur Bey de Constantine.

Il s'agit d'une «histoire relue de Salah

Bey», le metteur en scène et l'auteur du texte ayant mêlé l'histoire à la fiction pour présenter un travail artistique adapté aux planches, a déclaré M. Dehimi à l'APS.

S'agissant de l'histoire du voile noir (m'laya), porté par les femmes à Constantine et dans la région est du pays en signe, dit-on, de deuil après l'exécution du bey, le metteur en scène a estimé qu'il s'agit là d'une «contrevérité historique».

Pour Dehimi, les constantinoises n'ont jamais porté le deuil de Salah Bey car ce voile sombre était «venu bien avant, avec l'Etat Fatimide».

«Nous avons été suffisamment gavés de fausses vérités et de mensonges et il est temps de s'attaquer à d'autres légendes qui ont corrompu l'histoire de la ville des Ponts», a tenu à commenter l'homme de théâtre constantinois dont la toute dernière œuvre est venue enrichir le riche répertoire du théâtre de l'antique Cirta. Pour rappel, la maison de la Culture de Jijel abritera, lundi après-midi, une autre pièce de théâtre intitulée «Ettahaouetele» (les mutations), une production du théâtre régional de Souk Ahras.

R. C.

Constantine 2015

Les Constantinois séduits par la pièce *Youghourta*

La pièce *Youghourta* dont la générale a été donnée jeudi soir, a séduit le nombreux public constantinois présent au théâtre régional de Constantine (TRC).

Cette oeuvre de l'association du nouveau théâtre des Issers (Boumerdès), écrite par le regretté Abderrahmane Madoui, pionnier de la bande dessinée algérienne, et mise en scène par Abderrezak Kouadiri Habaz, décrit le parcours du roi Numide Youghourta.

Le public qui a assisté à la première représentation de cette pièce a été épaté par le talent du jeune Ahmed Deham, à l'image du réalisateur Ali Aïssaoui qui n'a pas tari d'éloges sur la prestation du personnage principal de l'oeuvre.

Le roi Numide, fils de Mastanabal, frère de Micipsa et petit-fils du Grand Massinissa, n'avait d'autre souci que de protéger le royaume Numide contre les Romains. Il était tellement rusé, si expérimenté au plan militaire qu'il dérouta ses ennemis qui ne savaient plus quoi faire, donner du crédit à ses offres de paix ou le combattre.

Ce stratège qui a brouillé toutes les cartes, avait fait preuve de la plus grande vaillance en menant de sanglantes batailles. Son passage glorieux dans la capitale Cirta est détaillé dans cette pièce présentée à l'occasion de la manifestation «Constantine capitale de la culture arabe». Au fond, ce que craignait le plus Youghourta, c'était la trahison. Il avait raison car, même s'il croyait pouvoir y échapper en multipliant les déplacements, il finira par être trahi par son beau-frère Bocchus, roi de Maurétanie qui l'a livré à Rome.

La forte personnalité de Youghourta a été magnifiquement rendue dans cette oeuvre théâtrale qui a suscité beaucoup d'émotion et suscité, aussi, beaucoup de fierté chez les descendants de ce roi.

L'objectif recherché à travers cette pièce qui met en lumière une page glorieuse de l'histoire de l'Algérie et de Constantine, est de transmettre aux jeunes générations de se convaincre que le peuple d'Algérie possède un riche passé qui doit être davantage mis en valeur.

Cette pièce théâtrale, huitième production de l'association du nouveau théâtre des Issers, a été encore présentée vendredi et hier au grand public constantinois.

Bilal L.

Le spectacle *Sevillanas Flamencorikos* présenté à Alger

Le flamenco dans tous ses genres

Le spectacle de musique et danses espagnoles *Sevillanas Flamencorikos*, présenté, mercredi soir à Alger, a permis la découverte de différents genres de Flamenco à travers une randonnée prolifique conduite avec l'élégance du mouvement et la fermeté du regard.

La scène de l'auditorium Aïssa-Messaoudi de la Radio algérienne a vibré près de 80 mn durant, sous les rythmes ininterrompus du flamenco dans ses différentes déclinaisons à travers un programme spécialement conçu pour l'Algérie.

Le flamenco, classé en 2010 patrimoine immatériel de l'humanité par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), a été présenté dans ses différentes déclinaisons rythmiques dont les genres Jaleos, Sevillanas, Bulerias, Tangos, Fandangos, Solea por Bulerias et Alegrias.

Alternant par moment avec des tours de danse, Patricia Prieto au chant avec sa voix rauque et puissante a entonné plusieurs pièces du patrimoine hispanique, évoquant, entre autres, l'intensité de l'amour, la vie dans ses joies et ses peines, la nostalgie et

l'attachement à la terre, Sara Nieto, danseuse étoile, enfilant différentes robes représentant les genres de flamenco propres à chaque région, s'est lancée dans un jeu de séduction auquel Manuel Serena, son partenaire, a vite succombé malgré son caractère prétentieux et son tempérament de conquérant.

Avec de la grâce dans le mouvement, les chorégraphies, rendues en duo ou en solo ont été exécutées dans un élan rythmique soutenu, appelant la contraction de toute la musculature du corps sous un regard perçant, accroché sur un visage ferme et déterminé. Le guitariste, Luis Miguel Manzano, d'une maîtrise technique et une dextérité époustouflante jouant des gammes mélodiques aux accords seconds et inversés, qui caractérisent le genre flamenco, a fait montre de toute l'étendue de son talent, illustrant les pas cadencés et gracieux des deux danseurs. Le claquement des castagnettes, le roulement des talons, le croisement des mains qui échoient tantôt sur la poitrine, tantôt sur les genoux ainsi que les déplacements travaillés dans la finesse du geste et le mouvement accompli, ont rendu toute la

noblesse et l'authenticité de ce registre musical aimé de tous.

Le public euphorique a su donner du répondant aux quatorze artistes, longtemps applaudis et rappelés à remonter sur scène pour la dernière escale de ce beau voyage onirique à travers l'Andalousie et la Méditerranée.

«La manière de chanter les textes qui donne de la présence et tout le caractère de fierté qui se dégage des danses font penser à notre façon d'être à nous», lance une dame accompagnée par son mari.

Patricia Prieto, Sara Nieto, Manuel Serena et Luis Miguel Manzano sont membres de la Fondation «Casapatas» (La maison des pattes) qui réunit un nombre important de chanteurs, de musiciens et de danseurs, dont l'objectif est de «promouvoir le flamenco à travers le monde», selon Raquel Roméo, directrice de l'Institut Cervantès d'Alger, initiatrice de l'événement.

Organisé en collaboration avec la Radio algérienne, le spectacle *Sevillanas Flamencorikos* a déjà été présenté dans les villes de Béjaïa et Annaba.

R. C.

PAROLES DE FEMMES

" L'amitié est impossible entre femme et homme : s'il est plus qu'un ami, elle devient moins qu'une amie. "

Comtesse de Blessington

FEMMES

ILS ONT DIT :

L'amitié finit parfois en amour, mais rarement l'amour en amitié. "

Charles Caleb Colton

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

Natalie Portman a perdu son Oscar, une «fausse idole» à ne pas adorer

L'actrice ne veut pas se laisser piéger par les récompenses



Un Oscar, pour la plupart des acteurs, c'est quelque chose de très précieux. Mais pas pour Natalie Portman : la comédienne a confié au *Hollywood Reporter* avoir perdu le sien.

Elle ne fait rien pour le retrouver : à ses yeux, il n'est qu'une «fausse idole» à ne surtout pas mettre sur un piédestal, serait-ce la nouvelle tendance chez les actrices? Après Catherine Deneuve qui confie «ne pas aimer les récompenses», c'est au tour de Natalie Portman de minimiser l'importance des Oscars, des César, et des autres prix. L'actrice a confié au *Hollywood Reporter* avoir carrément perdu l'Oscar remporté grâce à son rôle dans *Black Swan*, et avoué que le retrouver ne l'intéressait pas. «Je ne sais pas où il est, confesse celle qui vit désormais à Paris. Il est peut-être dans un coffre ou quelque part comme ça. Je ne sais pas, je ne l'ai pas vu depuis longtemps.» Si d'autres se seraient inquiétées, Natalie Portman semble, pour sa part, parfaitement à l'aise avec cette disparition - elle la revendique même. «Je lisais l'histoire d'Abraham à mon fils, et ça parle notamment de ne pas adorer de fausses idoles. Et un Oscar, c'est littéralement une statue d'homme en or ! Ça représente littéralement l'adoration d'idoles en or - si vous décidez de les adorer. C'est pour ça que je ne l'expose pas sur mon mur. C'est une fausse idole.» Natalie Portman viendra défendre à Cannes son premier film en tant que réalisatrice, *A tale of love and darkness*. Le long métrage sera présenté hors compétition - l'actrice minimise ainsi le risque de repartir avec la Palme d'or, une autre sculpture dorée qu'il ne faut surtout pas idolâtrer.

Gala.fr

Bien-être

Six symptômes du stress - et comment les traiter

Les angoisses n'affectent pas que votre humeur ou votre sommeil. Votre corps peut également être un marqueur d'une dose de stress trop importante, et vous permet de rectifier le tir avant d'en subir les conséquences. Voici quelques-uns des symptômes à surveiller de près.

Vous perdez des cheveux

Une belle chevelure est un atout, mais pas une fonction vitale. Votre corps le sait et, lorsqu'il est soumis à une pression trop forte, il concentre vos énergies là où elles sont les plus importantes, au détriment des autres. Vos cheveux font partie de cette catégorie, ce qui explique qu'anxiété rime souvent avec des chutes abondantes. Comment y remédier : Un régime alimentaire riche en vitamine B, en zinc et en fer, essentiels à la croissance capillaire, constitue un premier axe de traitement, idéalement associé à une pratique de maîtrise du stress (yoga, relaxation). Dans le même temps, utilisez un shampooing raffermissant riche en acides aminés, qui contribuera à revitaliser votre cuir chevelu.

Vos cheveux blanchissent

Vous l'avez remarqué : ceux qui occupent les fonctions les plus stressantes voient leurs cheveux blanchir plus vite que les autres. La raison, encore mal connue, serait à chercher dans une migration des mélanocytes - les cellules en charge de la pigmentation de nos cheveux - du cuir chevelu vers d'autres parties de notre corps, pour les renforcer. Comment y remédier : Il n'y a pas de formule miracle anti cheveux blancs. Mais une perte de pigmentation liée au stress peut être ralentie par une meilleure hygiène de vie et un régime alimentaire adapté. Certaines couleurs appliquées en salon voient également leur efficacité renforcée par une composition plus grasse, à même de pénétrer plus avant vers les racines de nos cheveux. Demandez conseil à votre coiffeur.

Vos ongles deviennent cassants

Vos ongles en disent long sur votre santé. Toutefois, contrairement à certaines idées reçues, la fatigue et le stress n'entraînent pas nécessairement un affaiblissement des ongles. En revanche, nous sommes plus enclins à les ronger et à gratter les petites cuticules, ce qui les rend plus vulnérables aux infections et aux gonflements. A long terme, cela peut déformer vos

ongles et les rendre durablement cassants.

Comment y remédier : Si vous avez entamé vos cuticules jusqu'à les rendre rouges, une pommade antibiotique sera nécessaire pour limiter l'infection. Avant d'en arriver là, prenez soin d'appliquer régulièrement sur vos ongles une huile nourrissante à base d'amande douce. Pour les accros aux ongles rongés, le plus simple est sans doute de vous offrir une manucure complète. Vous serez sans doute plus réticente à l'idée de détruire ces ongles parfaits.

Vos ongles ne poussent plus

Comme pour la perte de cheveux, le ralentissement de la croissance de vos ongles en période de stress est à rapprocher du rassemblement de vos énergies vers vos organes vitaux, au détriment des parties moins "essentielles" de votre corps. En cas d'épisode prolongé, de petites lignes blanches peuvent également apparaître, qui marquent aussi une carence en fer ou en magnésium.

Comment y remédier : Le ralentissement de la croissance de vos ongles n'est pas une pathologie à proprement parler. Toutefois, pour éviter de voir le phénomène s'éterniser, veillez à diversifier votre régime alimentaire, en l'enrichissant si nécessaire par des compléments en fer et en magnésium.

L'acné fait son retour

Vous pensiez avoir tourné la page de l'adolescence, et pourtant, ces boutons qui se multiplient ressemblent fort à de l'acné. Souvenez-

vous : ces accès étaient d'ailleurs renforcés en période d'examens. C'est le même phénomène qui est ici à l'œuvre : de hauts niveaux d'adrénaline et de cortisol entraînent une plus forte production de glucose par votre corps, l'un des facteurs déclenchants de l'acné.

Comment y remédier : L'acné liée au stress est traitée comme l'acné juvénile : un traitement dermatologique s'avèrera sans doute nécessaire - et efficace, mais il conviendra de le compléter par un régime alimentaire riche en vitamines et surtout par un sommeil plus régulier et important.

Votre peau se creuse et s'assèche

Ces pics de glucose dans votre sang augmentent également le taux de sucre dans le collagène, la protéine qui donne sa structure à la peau. Celui-ci a alors tendance à se durcir, ce qui peut donner à votre visage, notamment, une apparence plus grasse et, dans un second temps, plus sèche. De fines rides peuvent alors faire leur apparition, tout comme des plaques rouges ponctuelles.

Comment y remédier : Un ajustement de votre régime alimentaire peut contrer le processus, et un diététicien sera ici précieux. Commencez néanmoins par limiter les apports en glucides et faites-vous prescrire des antioxydants. Votre collagène ne s'en portera que mieux.



Bon à savoir

Mal de dos = mauvaise posture !

Tout les spécialistes vous le diront : mal de dos = mauvaise posture et notamment au bureau, devant votre poste de travail. Vous devez en effet adapter votre poste de travail à votre corps et non l'inverse.

Voici donc quelques conseils qui vous permettront d'améliorer votre bien-être et par là même votre efficacité.

oChoisissez un fauteuil réglable avec siège et dossier confortables, assis, vos cuisses doivent être horizontales, vos pieds bien à plat au sol et vos reins fermement appuyés au dossier.

oQuand vous tapez au clavier, détendez vos épaules.

oMettez la souris à la même hauteur que le clavier et le haut de l'écran légèrement en dessous de vos yeux.

Choc

Bébé perd ses cheveux... avant sa naissance !

Les cheveux qui tombent, ce n'est pas l'apanage des adultes. Lorsque bébé paraît, ses cheveux sont déjà d'une deuxième génération.

Dans le ventre de maman, les premiers cheveux poussent à partir de la 28e semaine. Ceux qui se trouvent sur le front du fœtus tombent avant la naissance pour être remplacés par une nouvelle "vague". Ce cycle de croissance (les cheveux tombent et sont remplacés) dure en fait presque toute la vie... jusqu'à ce que les remplaçants manquent à l'appel.



Les DÉBATS
Quotidien national
d'information

Edité par la SARL
MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Aïssa KHELLADI •
• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.78.14.16 -

Fax : 021.78.14.17 - Service Publicité : 021.78.14.17 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

USM Alger

Cavali pour remplacer Pfiser

La direction de l'USM Alger et son président, Haddad, seraient en contact avancé avec le coach du MC Oran, Jean-Michel Cavali qu'ils souhaitent engager pour la saison prochaine. En effet, les dirigeants de la formation algéroise considèrent que l'Allemand Pfiser n'est pas vraiment fait pour prendre en main l'équipe, surtout qu'il a échoué dans sa mission à faire recoller l'équipe au peloton de tête après les contre-performances enregistrées tout récemment, que ce soit à domicile ou à l'extérieur des bases. Les dirigeants usmistes songent à la saison prochaine, en souhaitant bâtir une équipe capable de renouer avec les titres et pour cela

il leur faudra un entraîneur qui a fait ses preuves. Le président de la formation de Soustara songe à contacter l'actuel coach du MCO, le Français, Jean-Michel Cavali, qui a réussi un excellent parcours avec la formation d'El-Bahia. Il faut dire que Cavali connaît bien l'Algérie et son championnat pour avoir pris en main la sélection nationale. Les fans des Rouge et Noir pensent que ce dernier est l'entraîneur qu'il faut pour leur équipe. Il est surtout connu aussi pour sa rigueur et son sérieux.

Par ailleurs, on apprend que les dirigeants ont pris attache avec l'ex-entraîneur de la sélection du Qatar, l'ancien international, Djamel Belmadi,



qui aurait repoussé cette offre. Il n'est pas emballé dans l'immédiat de travailler en Algérie. Il dispose de nombreux contacts dans les pays du Golfe et il devrait prendre une décision finale dans les prochains jours.

Quoi qu'il en soit, la direction de l'USMA doit prendre une décision finale dans les prochains jours pour être fixée sur la saison prochaine, qui se prépare maintenant.

Les Usmistes, qui sont qualifiés pour la phase finale de la Ligue des champions d'Afrique, veulent aller loin dans cette compétition et pourquoi pas atteindre la finale.

Imad M.

Ligue 2 Mobilis (28^e journée)

Suspense total pour la montée et le maintien

La lutte pour les deux derniers billets synonymes d'accession en Ligue 1 Mobilis de football bat son plein et à moins de deux journées de l'épilogue où rien n'est encore joué entre le RC Relizane, le DRB Tadjenanet et l'O Médéa tout comme pour le maintien ou plusieurs équipes sont concernées par la relégation. La vingt-huitième journée disputée ce vendredi a permis au promu le DRB Tadjenanet de rejoindre le RC Relizane à la seconde place grâce à sa précieuse victoire contre le leader l'USM Blida qui avait déjà assuré son retour en Ligue 1. Les hommes de Liamine Bougherara ont peiné avant de s'imposer petitement grâce à un but de Amrani inscrit juste à l'entame de la seconde période. Grâce à cette précieuse victoire, le DRBT a fait un grand pas vers une montée historique en Ligue 1. De son côté, le RC Relizane est revenu bredouille de son déplacement à Saida dans le derby de l'ouest, qui a tenu toutes ses promesses et a permis au MCS de l'emporter sur des réalisations de Hanifi et Motrani contre une réduction de score de Merzougui.

En dépit de cette défaite, le RCR conserve intactes ses chances de décrocher l'un des deux billets pour la montée. La bonne opération de la journée est réalisée par l'O Médéa qui revient à deux longueurs du duo DRBT-RCR. Un but de Boulaouioudat sur penalty avant la pause permet à son équipe de rester en course pour l'accession. Le prochain match contre l'USM Blida dans le derby de la Mitidja s'annonce capital pour les Olympiques. Dans la bas du tableau, pas moins de cinq équipes sont sous la menace de la relégation. La 28^e journée a été marquée par la victoire de la lanterne rouge l'AB Merouana contre le CA Bordj Bou-Arréridj (1-0). Un succès qui lui permet de garder un petit espoir de maintien à condition de remporter les deux derniers matchs et attendre les résultats des autres équipes. Un scénario qui semble improbable. Le bénéficiaire de cette journée est incontestablement l'A Boussaâda qui a assuré son maintien en Ligue 2 après sa victoire contre le CRB Aïn Fekroune (2-1), tout comme la JSM Béjaïa qui s'est imposée contre le WA Tlemcen (2-1). En revanche, les choses se compliquent davantage pour les deux ex-pensionnaires de Ligue 1 : le WA Tlemcen et le CRB Aïn Fekroun condamnés à réagir avant qu'il ne soit trop tard tout comme l'USMM Hadjout.

Résultats et classement :

MC Saïda - RC Relizane	2-1
ESM Koléa - AS Khroub	2-0
US Chaouïa - CA Batna	1-0
O. Médéa - USMM Hadjout	1-0
DRB Tadjenanet - USM Blida	1-0
Amel Boussaâda - CRB Aïn Fekroun	2-1
AB Merouana - CA Bordj Bou-Arréridj	1-0
JSM Béjaïa - WA Tlemcen	2-1

	Pts	J
1. USM Blida	51	28 accède en Ligue 1
2. RC Relizane	45	28
- . DRB Tadjenanet	45	28
4. O. Médéa	43	28
5. CA Batna	40	28
- . MC Saïda	40	28
7. CA Bordj Bou-Arréridj	39	28
- . A Boussaâda	39	28
9. JSM Béjaïa	38	28
10. US Chaouïa	37	28
11. AS Khroub	36	28
12. CRB Aïn Fekroun	34	28
13. WA Tlemcen	32	28
14. USMM Hadjout	31	28
15. ESM Koléa	30	28
16. AB Merouana	27	28

FC Parme

Le Sporting veut dépasser Trabzonspor pour Belfodil

La formation portugaise du Sporting Lisbonne, a entamé des discussions avec l'attaquant international algérien Ishak Belfodil, qui vient de résilier son contrat avec le FC Parme (Serie A italienne), rapporte vendredi la presse locale. Belfodil (23 ans) est également convoité par le club turc de Trabzonspor, où évoluent les deux défenseurs internationaux algériens, Carl Medjani et Essaid Belkalem. La presse turque a même fait état d'un accord du joueur pour rejoindre le club de la ville de

Trabzon, avant que le club lisboète ne passe à la vitesse supérieure. Belfodil aura à remplacer son compatriote et coéquipier en équipe nationale, Islam Slimani, qui devrait quitter Lisbonne cet été. Belfodil a résilié son contrat jeudi après son refus de baisser son salaire, entre la période allant du 19 mars au 31 mai. Relégué en Serie B et déclaré officiellement en faillite le 19 mars dernier, la direction du club parmesan a proposé aux joueurs de baisser leur salaire pour essayer d'effacer une

dette qui s'élève à 50 millions d'euros. De retour à Parme cette saison après une année passée à l'Inter Milan puis Livourne (Italie), Belfodil, auteur d'un seul but cette saison, a vécu une situation très difficile avec son club, dernier au classement de la Serie A. Belfodil fait partie de la liste des 23 joueurs, convoqués pour le match face aux Seychelles, prévu le 13 juin prochain, comptant pour la 1ère journée (Gr J) des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2017.

ES Sétif

Khedäïria va prolonger son contrat

Le gardien de but de l'ES Sétif (Ligue 1 algérienne de football) Sofiane Khedäïria, dont le contrat arrivera à son terme en juin prochain, a décidé de prolonger son bail, a appris l'APS vendredi auprès du club phare des hauts plateaux. Après avoir songé sérieusement à mettre fin à son aventure avec l'Entente, le portier a fini par être convaincu par le discours du président Hassan Hammar. Khedäïria avait rejoint l'ESS en 2012 en provenance du FC Le Mans (National/France). Il fait partie de la liste des 23 joueurs convoqués par le sélectionneur national, Christian Gourcuff,

pour la réception des Seychelles le 13 juin à Blida (20h30), dans le cadre de la 1ère journée (Gr J) des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2017 prévue au Gabon. Par ailleurs, Hassan Hammar a indiqué vendredi à la radio nationale que son club allait engager «4 à 5 nouveaux joueurs» en vue de la saison prochaine, s'abstenant à dévoiler leurs noms. L'ESS reste sur une qualification pour la phase des poules de la Ligue des champions d'Afrique, aux dépens des Marocains du Raja Casablanca (aller 2-2, retour 2-2, aux tab 4-1).

Equipe algérienne de handball

Bouhekriou serait de retour

Le technicien Salah Bouhekriou est pressenti pour occuper le poste de sélectionneur de l'équipe algérienne de handball, en remplacement de Réda Zeghili, dont le contrat n'a pas été renouvelé, a annoncé la Fédération algérienne de handball (FAHB) vendredi dans un communiqué. Réuni jeudi, le bureau fédéral de la FAHB a estimé que Bouhekriou, qui a eu déjà à diriger le sept national à deux reprises (1995-1996 et 2009-2013), «a le profil le plus indiqué pour les membres fédéraux», précise la même source. L'instance fédérale a souligné que des «pourparlers seront engagés avec l'intéressé».

Après son départ des Verts, Bouhekriou (53 ans) avait dirigé ensuite la sélection du Bahreïn en 2013, avant de quitter son poste. L'équipe nationale de handball reste sur une participation «catastrophique» lors du dernier mondial tenu en janvier dernier au Qatar, avec une peu reluisante 24e et dernière place occupée au classement final. Le futur sélectionneur des Verts aura à préparer le Sept national pour le prochain championnat d'Afrique, qui se jouera en janvier 2016 en Egypte, dont le vainqueur se qualifiera directement pour les Jeux olympiques JO-2016 de Rio de Janeiro.

Tennis

Ibbou en demi-finale du tournoi de Florence

La joueuse de tennis, l'Algérienne Inès Ibbou s'est qualifiée pour les demi-finales du tournoi ITF/juniors «Citta Di Pratto», grade (2), qu'abrite la ville italienne de Florence du 5 au 10 mai, en battant vendredi, l'Italienne Federica Mordegan en quart de finale disputé vendredi. Pour atteindre ce stade de la compétition, la championne d'Afrique en titre chez les moins de 18 ans a sorti deux autres italiennes : Francesca Maria Pannarale (7-5, 6-4) au premier tour, puis Rosanna Maffei (6-2, 6-4) au 2e tour. En quarts de finale, Ibbou (16 ans) menait (3-0) face à Mordegan avant que cette dernière n'abandonne, suite à une blessure l'empêchant de terminer son match. L'Algérienne est qualifiée également pour les quarts de finale du tableau double, qu'elle disputera cet après-midi contre la paire italienne Tatiana Pieri et Lucrezia Stefanini, en étant associée à la Française Lucie Warganier.

Anticolonialiste et militant de la cause nationale

L'assassinat de Henri Curiel revendiqué

L'assassinat de l'anticolonialiste et militant de la cause nationale, Henri Curiel, le 4 mai 1978 à Paris, a été pour la première fois revendiqué par un membre d'une organisation d'extrême-droite proche des «services français», dans un livre intitulé: *Le roman vrai d'un fasciste français*. Le 4 mai 1978, deux inconnus l'abattaient de plusieurs balles à bout portant dans l'ascenseur de son immeuble où il habitait à Paris.

René Resciniti de Says, membre de l'Action française, proche des «services français» et des mercenaires de Bob Dénard, décédé en 2012, a affirmé dans ce livre posthume, avoir pris part à l'assassinat du militant d'extrême gauche Pierre Goldman et celui d'Henri Curiel, alors que du côté officiel français, le dossier est officiellement classé.

Né le 13 septembre 1914 au Caire (Egypte), dans une famille aisée, originaire d'Italie, et dont le père était banquier, Henri Curiel, un fervent anticolonialiste, a passé sa vie à militer en faveur des mouvements de libération nationale, notamment en Afrique. Dès 1956, il s'est consacré à l'indépendance de l'Algérie en créant le Mouvement anticolonialiste français, mais surtout en développant l'action clandestine au sein du «réseau Jeanson» des «porteurs de valises» pour un soutien logistique aux militants de la cause nationale.

Il s'était investi à fond dans son action et avait mis à la disposition des moudjahidines du Front de libération nationale (FLN) en France, toute l'étendue de son savoir-faire en matière de militantisme. Quand le «réseau Jeanson» avait été ébranlé par plusieurs arrestations, en 1960, Henri Curiel avait pris la relève des réseaux de «porteurs de valises» et avait mis en place un réseau similaire qui a porté son nom. «Il a été vraiment un révolutionnaire au sens qu'il a épousé un certain nombre de causes importantes dans le monde, qu'elles soient anticolonialistes ou antifascistes», disait de lui Jean Tabet, militant de la cause nationale et un des responsables au sein du réseau «Curiel» à l'époque. En raison de son engagement en faveur de la cause nationale, il a été arrêté le 20 octobre 1960, puis emprisonné 18 mois à Fresnes (France) avant d'être libéré après la signature des accords d'Evian (mars 1962). Henri Curiel poursuivra sa lutte contre le colonialisme en formant des militants pour d'autres causes. Il servira d'intermédiaire, également, dans les années 1970 à des contacts entre pacifistes israéliens et palestiniens, avant son assassinat en 1978. Alors que le dossier de cet assassinat avait été classé, un homme revendiqué, 37 ans après, pour la première fois ce crime «politique» dans le livre intitulé *Le roman vrai d'un fasciste français*, Resciniti de Says a confié à un journaliste, Christian Rol, à qui il avait raconté pourquoi et comment il a assassiné Curiel, que le feu vert pour le meurtre lui aurait été donné par Pierre Debizet, le patron du SAC (Action civile unique), la milice du parti gaulliste. En janvier 2013, l'historien Gilles Manceron, en parlant de l'assassinat de Curiel et s'appuyant sur un ensemble d'enquête et de témoignages «récents, crédibles et concordants», avait évoqué la responsabilité du Service français de documentation extérieur et de contre-espionnage (Sdece) dans cette affaire. M. Manceron avait soutenu que «si un tel assassinat a été commis par le Sdece, il l'a été avec l'aval du président de la République» qui était alors Valéry Giscard d'Estaing. Les archives des services secrets français sont jusqu'ici restées inaccessibles pour mettre la lumière sur ce meurtre entouré de mystère. Le député français écologiste, Noël Mamère avait réclamé la création d'une commission d'enquête ce qui est, a-t-il dit, «une nécessité» pour la mémoire collective, en qualifiant ce crime de «véritable assassinat d'Etat».

R. N.



Salon de l'emploi «par et pour étudiants»

Se faire recruter en cinq minutes



Le plus prestigieux Salon d'emploi en Algérie, S2EE est de retour. La 6^{ème} édition, organisée «par des étudiants pour les étudiants», se veut resplendissante encore cette année. Cet événement incontournable se déroulera le 16 mai 2015 à l'École nationale supérieure d'informatique.

Cette année encore, l'objectif est de rapprocher les étudiants du monde professionnel et de rassembler dans un unique espace recruteurs et étudiants. Toujours avec sa petite touche de perfectionnement, le club vise à instaurer un véritable pont entre les étudiants demandeurs d'emplois ou de stages et les entreprises participantes. Sous le thème: «N'allez pas chercher du tra-

vail sur d'autres planètes», le Salon de l'emploi de l'ENSI (École nationale supérieure d'informatique) se revêt de nouveautés et de surprises pour cette 6^{ème} édition, promettant ainsi, une expérience singulière aux étudiants et aux entreprises.

Le salon a bâti sa réputation au fil des années grâce également à la presse, fidèle au salon, contribuant efficacement à sa médiatisation.

À cette occasion plusieurs grandes entreprises et étudiants des différentes universités et Ecoles algériennes seront au rendez-vous. Outre les classiques entretiens entre les demandeurs et les entreprises, le salon aura droit cette année à un espace dédié au libre-échange entre les participants. Le S2EE a connu un engouement gran-

dissant d'une édition à une autre. Cette attractivité, le club ETIC la doit en bonne partie aux entreprises qui ont honoré par leur présence et leur intérêt pour l'événement, en saisissant, non seulement l'impact qu'il aura sur leur visibilité et leur capital humain, mais en contribuant volontiers à l'édification de ce pont entre l'entreprise et la communauté estudiantine. La nouveauté cette année est l'organisation des sessions de «speed dating»: des entretiens très courts durant lesquels chaque étudiant aura exactement cinq minutes pour se présenter et convaincre le recruteur de ses capacités et sa qualification pour le stage ou poste souhaité. L'objectif est de donner à un maximum d'étudiants et de diplômés leur chance, tout en faisant gagner du temps et de l'efficacité aux entreprises présentes. Pour sa 6^{ème} année d'existence, ETIC (Club de l'École nationale supérieure d'informatique ESI ex-INI), club organisateur de l'événement aspire à renouveler son engagement pour l'évolution et l'amélioration de son écosystème. Pour ce faire, le club ambitionne un élargissement de son champ d'action à travers le renforcement du réseau estudiantin au-delà de l'ESI, le rapprochement entre étudiants, entreprises et le monde de la recherche scientifique et le développement constant d'une synergie au sein de notre écosystème. Depuis sa création, le club ETIC a organisé plusieurs événements à caractère technologique ou managériale d'envergure nationale et internationale.

R. N.

Egypte

Moubarak condamné à trois ans de prison pour corruption

L'ex-président égyptien Hosni Moubarak, chassé du pouvoir par une révolte populaire en 2011, a été condamné hier à trois années de prison, tout comme ses deux fils, pour avoir détourné plus de 10 millions d'euros de fonds publics.

L'ancien raïs était rejugé par un tribunal du Caire, la Cour de cassation ayant ordonné un nouveau procès après avoir annulé un jugement en première instance qui l'avait déjà condamné à trois années d'emprisonnement. M. Moubarak est apparu aux

côtés de ses fils Alaa et Gamal, dans l'habituelle cage renfermant le banc des accusés, tous les trois portant un costume civil, contrairement à de précédentes audiences où ils étaient vêtus des uniformes de détenus. En effet, l'ancien président est théoriquement libre, comme Alaa et Gamal depuis janvier, parce que leur détention préventive avait atteint la durée maximale. Mais Hosni Moubarak est maintenu sous haute surveillance dans un hôpital militaire du Caire où il était auparavant détenu, en raison de sa santé déficiente officiellement,

à 87 ans. Il n'était pas clair hier à l'issue de l'audience si les trois hommes seraient de nouveau arrêtés, et si cette nouvelle condamnation, susceptible d'appel, était ou non couverte par leur détention préventive.

Le juge du tribunal du Caire a ainsi confirmé hier pour M. Moubarak le jugement de première instance en mai 2014, mais il l'a allégé pour Alaa et Gamal, qui avaient écopé de quatre années de prison avant que la Cour de cassation n'annule ces jugements en janvier dernier.

AFP

ACTU...

El Oued

Un camion chargé de 700 kg de kif intercepté

Un camion transportant 700 kg de kif traité a été intercepté hier matin près de la localité d'El Hobba (El Oued) par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), indique le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. «Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la contrebande et le crime organisé, un détachement de l'ANP, relevant du secteur opérationnel d'El Oued (4^{ème} Région militaire) a intercepté hier près de la localité d'El Hobba à El Oued, un camion chargé de 700 kg de kif traité», précise la même source.

R. N.

Relizane

Un accident de la circulation fait trois morts

Trois personnes ont trouvé la mort vendredi dernier dans un accident de la circulation survenu dans la localité Douar Sidi El Hadj relevant de la commune Bendaoud à Relizane, selon les services de la Protection civile. L'accident s'est produit lors d'une collision entre une voiture touristique avec un camion remorqueur. Les victimes, deux enfants âgés de 3 et 7 ans et le conducteur âgé de 57 ans, ont été transférées à la morgue de l'hôpital Mohamed Boudiaf de Relizane, ajoute la même source.

Une fillette qui a subi des blessures et des fractures à la tête et au pied, est hospitalisée dans le même établissement. Son état est jugé «grave», selon des sources hospitalières.

R. R.

Espagne

Crash d'un avion militaire

Au moins trois personnes sont mortes et deux autres ont été grièvement blessées hier dans le crash de l'avion de transport militaire dans le sud de l'Espagne, ont indiqué les services de secours. «Il y a au moins trois morts et deux blessés graves», a déclaré une porte-parole des services de secours, citée par l'AFP. Le chef du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, avait annoncé plus tôt qu'il y avait «huit à dix personnes à bord» de l'avion qui s'est écrasé près de Séville (sud).

Des sources aéronautiques ont précisé qu'il s'agissait du nouvel avion de transport militaire A400M. L'aéroport de Séville a été brièvement fermé au trafic commercial. «La brigade des pompiers est occupée sur le site de l'accident, en dehors du périmètre de l'aéroport», a indiqué le gestionnaire des aéroports espagnols Aena sur le réseau social Twitter. Il a rouvert à 14h15 locales (12h15 GMT), selon Aena.

R. N.